



LE DEVOIR

Anthrax: émoi à Montréal

Un immeuble du centre-ville est évacué par mesure de précaution

JEANNE CORRIVEAU
LE DEVOIR

Une enveloppe en provenance du journal *The Sud* de Floride, où l'anthrax a causé un décès et contaminé une autre personne, a suscité toute une frousse hier chez les employés de la compagnie Globe international au centre-ville de Montréal. L'immeuble de la rue Sherbrooke Ouest a aussitôt été évacué et le périmètre, bouclé. Après avoir récupéré l'enveloppe suspecte, les pompiers et les policiers ont déterminé que le risque de contamination était quasi inexistant.

Les employés de Globe, qui reçoivent régulièrement des envois du *Sun*, n'ont pas pris de risques et, sans même ouvrir l'enveloppe, ils ont signalé l'événement à la GRC. Les policiers du SPCUM ont pris l'enquête en main et, par mesure de sécurité, l'édifice de 14 étages a été évacué. Une équipe du Service de prévention des incendies de Montréal (SPIM), spécialisée dans la manipulation de matières dangereuses, a récupéré l'enveloppe suspecte en prenant toutes les précautions prévues par le protocole. Toujours scellée, l'enveloppe a été amenée à un laboratoire qui déterminera si elle présente un danger.

Bien que l'événement ait semé beaucoup d'émoi, les autorités indiquent que le risque de contamination est minime. «Ce qui nous inquiète, c'est lorsqu'il est transmis par la voie aérienne, parce qu'il y a inhalation. Or, une enveloppe fermée ne représente pas un risque dangereux. [...] Même s'il y avait eu des traces de charbon sur l'enveloppe, le risque est minime, et on recommande essentiellement aux gens de se laver les mains avec de l'eau et du savon», indique le Dr Paul LeGuerrier, du département de santé publique de Montréal-Centre. Il est toujours possible que la bactérie ait pu survivre à l'intérieur de l'enveloppe, «mais ce n'est pas ce qu'on pense», ajoute-t-il.

Les deux employés de Globe qui ont manipulé l'enveloppe et les personnes qui les ont côtoyés, soit

VOIR PAGE A 12: ÉMOI



Un expert en manipulation de matières dangereuses a subi une décontamination après avoir pénétré dans l'immeuble évacué par crainte de la présence de la bactérie de l'anthrax.

JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Quels liens entre Miranda et le fraudeur d'Anjou?

Les enquêteurs du dge ont relevé 20 communications durant les jours précédant le scrutin

KATHLEEN LÈVESQUE
LE DEVOIR

Au cours des 12 jours précédant le scrutin du 30 novembre 1998, des communications ont été établies huit fois entre le téléphone du maire d'Anjou, aujourd'hui candidat aux élections municipales à Montréal, Luis Miranda, et celui de l'auteur de la fraude électorale dans la circonscription provinciale du même nom, Alberto Berardinucci.

Ces faits, qui n'avaient pas encore été rendus publics, sont recensés dans un rapport d'enquête confidentiel du Directeur général des élections dont *Le Devoir* a obtenu copie. Ce rapport est celui qui a mené à la mise en accusation de Berardinucci.

Ce dernier a été reconnu coupable le 18 septembre par le juge Serge Boisvert de la Cour du Québec d'avoir orchestré un système de voteurs illégaux dans le but de modifier le résultat des élections. Des personnes recrutées par Berar-

dinucci ont usurpé l'identité d'électeurs et ont reçu 10 \$ pour chaque vote enregistré en faveur du candidat libéral Jean-Sébastien Lamoureux. Bien que ce dernier ne soit pas pointé par le jugement, il a remis sa démission dès le lendemain.

Dans sa décision, le juge avait déjà révélé que des communications avaient été établies à douze reprises entre les 4 et 30 novembre entre le téléphone cellulaire de M. Berardinucci et le téléavertisseur de M. Miranda. Au total, on parle donc d'une vingtaine d'appels entre les appareils des deux hommes au cours de la campagne électorale.

Selon le rapport d'enquête, le jour même du vote, le 30 novembre, tandis que Berardinucci est en train de compléter la mise en œuvre de son système frauduleux, un appel est fait à partir de son téléphone cellulaire au numéro de téléavertisseur de M. Miranda à 10h31. A peine 30 minutes

VOIR PAGE A 12: ANJOU

Les opposants aux talibans n'ont pas reçu l'aide militaire promise

Le Pakistan ne veut pas voir l'Alliance du Nord reprendre le pouvoir à Kaboul

CHRISTIAN RIOUX
CORRESPONDANT DU DEVOIR

Paris — Ils croyaient prendre Kaboul en quelques jours. Après tout, la capitale n'est qu'à un jet de pierre du front. Une misère pour ces guerriers qui ont 20 ans de combat dans le corps et ont vaincu la puissante armée soviétique. Ils se voyaient déjà pénétrer dans la ville en libérateurs et revivre les jours glorieux de 1992, alors que leur ancien chef, le commandant Massoud, avait défilé en héros. C'était une question de jours.

Un mois après l'assassinat de leur chef et au quatrième jour des frappes américaines, tout semble devenu beaucoup plus compliqué.

L'inquiétude se lit dans les yeux de Mehrabdin Masstan, chargé d'affaires de l'ambassade d'Afghanistan à Paris. Une drôle d'ambassade qui ne compte qu'un diplomate et trois conseillers. Nichée dans le 16^e arrondissement, la délégation représente toujours le gouvernement afghan de 1992, le seul reconnu par l'ONU.

VOIR PAGE A 12: OPPOSANTS

■ Une radio libre en terre afghane, page A 4

INDEX

Annonces	B 6	Idées	A 11
Bourse	B 2	Les sports	B 6
Avis publics	B 5	Mots croisés	B 5
Carrières	B 4	Nature	B 5
Culture	B 8	La riposte	A 2
Économie	B 1	Télévision	B 7
Éditorial	A 10	Météo	B 5

Déchirements dans le monde musulman

D'APRÈS L'AGENCE FRANCE-PRESSE

Le début des frappes anglo-américaines contre l'Afghanistan a créé un malaise dans le monde musulman où les dirigeants politiques, qui appuient l'action de la coalition, sont aux prises avec des opinions publiques antiaméricaines, lorsqu'elles ne sont pas carrément favorables à Oussama ben Laden.

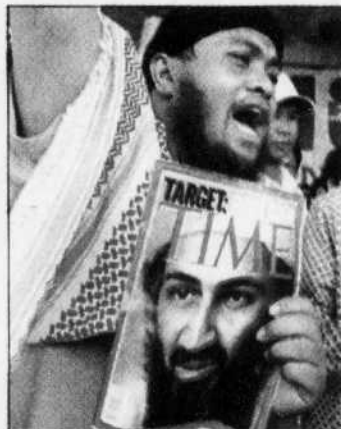
L'Autorité palestinienne tentait hier de reprendre le contrôle de la situation après les affrontements de la veille à Gaza entre des étudiants antiaméricains, qui manifestaient contre le déclenchement de l'offensive militaire, et la police palestinienne, qui ont fait deux morts. Des étudiants palestiniens ont organisé hier des manifestations en Cisjordanie à Ramallah,

Napouse et Bethléem pour protester contre la répression policière. Pendant ce temps, tous les établissements d'enseignement supérieur de la bande de Gaza sont restés fermés (voir texte en page A 4).

Au troisième jour des bombardements conduits par les Américains qui maintiennent la pression sur le régime des talibans au pouvoir à Kaboul, l'Indonésie, premier pays musulman du monde par sa population, et le Pakistan, ont été le théâtre de violentes manifestations anti-américaines.

Au Pakistan, pays voisin de l'Afghanistan, les manifestations contre les frappes ont repris mardi et, au total, elles ont fait sept morts en deux jours.

VOIR PAGE A 12: DÉCHIREMENTS



BOBBY TIMONERA REUTERS

Un homme d'affaires musulman philippin appelle à la guerre sainte au cours d'une manifestation anti-américaine à Marawi, au sud des Philippines.

Les premières victimes civiles des frappes

AGENCE FRANCE-PRESSE

Kaboul — Pour la troisième journée consécutive, Kaboul a retenti hier du bruit des avions et des rafales de la défense antiaérienne des talibans, alors que les États-Unis assurent détenir désormais la maîtrise du ciel afghan.

Dans la journée d'hier, les talibans ont affirmé que les frappes avaient fait un total de 35 victimes civiles depuis leur déclenchement dimanche et les Nations unies ont confirmé la mort à Kaboul de quatre de leurs employés afghans. Il s'agit de quatre civils d'une agence de déminage dont le bureau a été touché, selon les précisions apportées par l'ONU à Islamabad.

Dans un geste de défi, un porte-parole d'Oussama ben Laden, la bête noire des États-Unis, a appelé hier, sur une chaîne de télévision arabe, tous les musulmans à s'attaquer aux intérêts américains dans le monde.

Le chef des talibans, le mollah Omar, a échappé aux frappes américaines et britanniques, selon ses

VOIR PAGE A 12: VICTIMES

Les OSBL d'habitation

HLM et coops sont-ils passés de mode?

Depuis 40 ans, différentes formules ont été mises au point, et financées par les gouvernements, pour aider les gens à faibles ou moyens revenus à se loger. Les années 60 ont vu l'apparition des HLM, les années 70 la naissance des coopératives, les années 80 celle des OSBL d'habitation. Qu'en est-il aujourd'hui? Le troisième volet de notre série est consacré aux OSBL.

JOSÉE BOILEAU
LE DEVOIR

Le logement social a longtemps été synonyme de HLM et de coopératives. Plus maintenant. Depuis trois ans, les deux tiers des logements sociaux construits au Québec sont des OSBL d'habitation, et le secteur est en pleine expansion. Aujourd'hui, le Québec compte

quelque 25 000 logements gérés par des centaines d'organismes sans but lucratif (d'où l'appellation OSBL). Les trois quarts de ces logements sont réservés aux personnes âgées, 15 % aux personnes seules marginalisées (la clientèle d'origine des OSBL), et le reste pour des clientèles diverses, comme les familles.

On présente parfois les OSBL comme des «HLM avec services». Comme un HLM, elles abritent des gens à

faibles revenus mais la ressemblance s'arrête là. D'une part, ces résidences ne sont pas gérées par un organisme paragonnemental mais par un conseil d'administration où doivent siéger des gens du «milieu» — souvent un travailleur du CLSC, parfois un représentant d'une communauté religieuse ou le pharmacien du coin.

De plus, des services sont offerts aux résidents: une cuisinière dans une résidence pour personnes âgées, une animatrice là où les locataires ont des problèmes de santé mentale, ou un travailleur communautaire qui, une fois par semaine, vient aider d'anciens itinérants à faire un jardin — un geste énorme pour des gens qui ont vécu des années dans la rue.

On y trouve aussi des concierges-résidents ou surveillants, particulièrement appréciés des ex-itinérants pour qui il s'agit souvent de la seule personne stable de leur entourage quotidien. Ces concierges — dont le rôle est vanté par tous — parlent avec les locataires, leur donnent des conseils d'entretien, voient à apaiser les tensions...

«Notre rôle, c'est d'être pour eux comme des grands frères. Il y a quelques règles de vie mais peu, car ce n'est pas l'hôpital ou la prison: c'est leur logement!», résume Sylvain Lacroix, concierge à la Chambredor, au centre-ville de Montréal.

VOIR PAGE A 8: OSBL

■ Autres textes en page A 8



• LA RIPOSTE •

Le comité antiterroriste de l'île de Montréal multiplie les rencontres

Les spécialistes de la prévention ne prêchent plus dans le désert

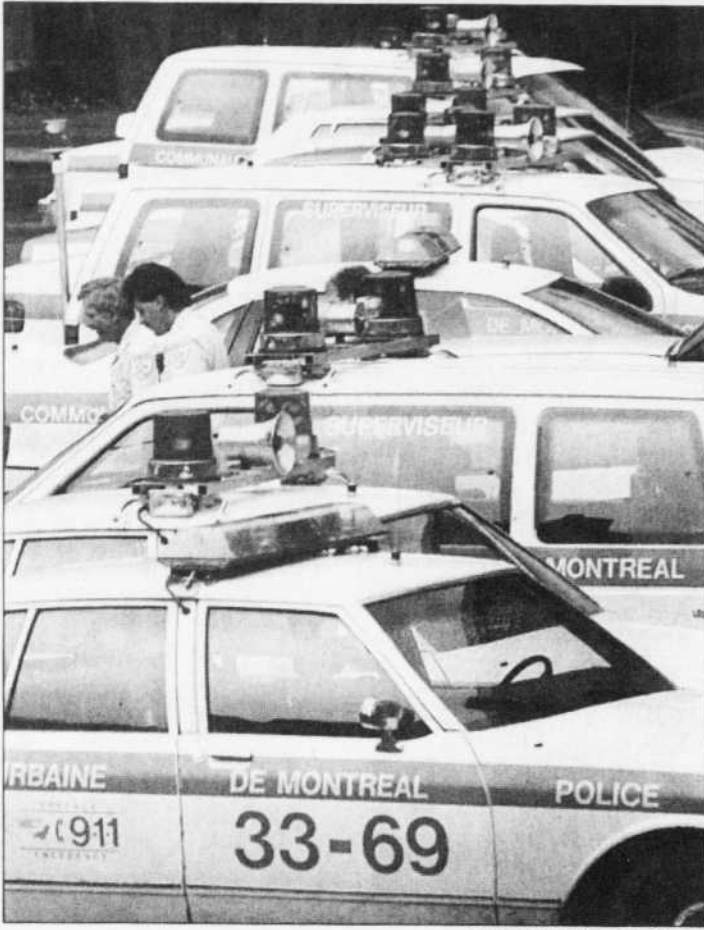
BRIAN MYLES
LE DEVOIR

Même les policiers n'entrent plus comme ils le veulent au quartier général du SPCUM, au 1441 de la rue Saint-Urbain. Un agent de sécurité présent en permanence vérifie les cartes d'identité des hommes en bleu et interroge les quidams sur le but de leur visite. Les postes de commandement de tous les corps policiers du Canada et des États-Unis sont en «état de veille» depuis que l'Afghanistan croule sous les attaques.

Prêt à toute éventualité, le comité antiterroriste de l'île de Montréal est passé d'une rencontre par mois à une par jour afin d'assurer la sécurité de la population. Les autorités n'ont reçu aucune menace sérieuse indiquant que Montréal pourrait faire l'objet d'une attaque terroriste. Le Service de police de la Communauté urbaine de Montréal (SPCUM) et ses partenaires restent malgré tout sur un pied d'alerte.

Normand Bernier, un spécialiste des mesures d'urgence, a l'habitude de prêcher dans le désert — «dans ces volets-là, c'est un peu comme pelleter de l'eau», dit le chef de la section planification opérationnelle au SPCUM. Sauf que depuis le 11 septembre, la métropole a perdu ses illusions tranquilles. «Tout le monde réalise que ça pourrait être ici. Quand on pense à Ahmed Ressam... Ce gars-là était à Montréal. Il visait Los Angeles, mais il était à Montréal», s'exclame M. Bernier, un colonel à la retraite des Forces armées canadiennes. Il est entré au SPCUM il y a sept ans pour s'occuper entre autres des mesures d'urgence.

Mis à part le SPCUM, le comité antiterroriste regroupe la Régie régionale de la santé, Urgences-Santé, le Service de prévention des incendies (SPIM) et la Direction de la santé publique (DSP). Au total, une douzaine de personnes maîtrisent le plan des me-



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Même si les autorités n'ont reçu aucune menace sérieuse visant Montréal, le SPCUM reste en état d'alerte, comme tous les corps policiers du Canada et des États-Unis.

sures d'urgence à déployer en cas d'attaque terroriste.

Après la tragédie du World Trade Center, le plan d'évacuation de la Place Ville-Marie a fait l'objet de modifications. Les autorités montrealaises ont réalisé qu'en cas d'évacuation de la Place Ville-Marie, il faudra éloigner les citoyens «cinq ou six rues plus loin» pour éviter que des personnes sorties à temps soient ensevelies sous les débris comme ce fut le cas à New York. Les policiers se préparent aussi à affronter des attaques

multiples, coordonnées.

Des ambulances sont maintenant équipées de seringues chargées à l'atropine, un antidote universel à la plupart des produits chimiques. Environ cinq hôpitaux de l'île sont prêts à accueillir les personnes qui pourraient être contaminées par une attaque chimique ou bactériologique. La régie a passé en revue les stocks d'antidotes des hôpitaux en question.

Les réserves d'antidotes prévues dans les plans d'urgence ac-

tuels seraient insuffisantes pour répondre à une attaque massive, selon le Dr Michel Savard, un spécialiste de la santé publique cité mercredi dernier dans *Le Devoir*. Le Dr Savard déclarait que les plans d'urgence devaient faire l'objet d'une révision pour amener rapidement les produits pharmacologiques nécessaires pour soigner les victimes d'un acte de bioterrorisme.

Le 2 septembre, vers 23h30, un gaz d'origine inconnue se répandait dans le métro de Montréal. Le personnel de la STCUM a rapidement activé la ventilation pour amener un apport d'air pur maximal à la station Berri. L'évacuation a commencé dans la cohue cinq minutes après l'attaque. En 12 minutes 30 secondes, le gaz était complètement dissipé. Les experts ont mis cinq heures à identifier la substance... un gaz lacrymogène en canette banni par la police et l'armée il y a dix ans.

Normand Bernier soutient que le comité antiterroriste a tiré les leçons de cet incident sans gravité. «Il faut faire entrer le gaz plus rapidement au labo», dit-il. L'évacuation d'un édifice au 1350 de la rue Sherbrooke, hier après-midi, tend à prouver que les erreurs ne sont pas répétées. Une enveloppe suspecte a rapidement pris le chemin du laboratoire après que des employés eurent alerté les policiers. Le colis provenait de la firme American Media, à Boca Raton en Floride, où une personne est morte d'une infection à l'anthrax en fin de semaine.

Depuis que le monde a basculé dans la guerre, aucune menace sérieuse n'a frappé Montréal. Les canulars sont aussi nombreux qu'imaginatifs. «Mon nom est ben Laden. Ça va sauter», a lancé aux policiers un zigoto avec un accent québécois à trancher au couteau, lors d'une récente conversation téléphonique. Dans la seule journée de dimanche, le SPCUM a reçu cinq appels similaires, tous non fondés.

Non à la guerre! Non au terrorisme!

L'AQOCI appelle à une mobilisation pour la recherche de solutions politiques à la crise

PAULINE GRAVEL
LE DEVOIR

L'Association québécoise des organismes de coopération internationale (AQOCI), qui regroupe près de 51 organisations membres) a rédigé une déclaration dans laquelle elle condamne autant le terrorisme et le fanatisme qui ont conduit à la catastrophe, que la logique de guerre qui s'est enclenchée ces derniers jours. La directrice du l'AQOCI, Francine Néméh, se dit très attristée par les bombardements qui ont cours sur l'Afghanistan car «ils créeront une catastrophe humanitaire énorme, dit-elle. Les attaques que l'on qualifie de chirurgicales ne feront peut-être pas des millions de morts, mais des organisations membres de notre association, telles qu'Oxfam, Développement et Paix, Médecins sans frontières et Médecins du monde, s'attendent à ce qu'il y ait six millions de réfugiés.»

Francine Néméh n'est pas contre toute représaille. «C'est évident qu'il faut punir les coupables», affirme-t-elle. [...] Je n'ai aucune objection à ce qu'on s'attaque aux bases des guérillas terroristes. Mais si on élimine ben Laden et son groupe, règlera-t-on vraiment le problème du terrorisme? Ça calmera certaines émotions, mais ça ne résoudra pas le problème de fond.»

Identifier les terreaux du terrorisme

L'AQOCI croit qu'il serait davantage opportun d'identifier les terreaux du terrorisme, que sont «la grande pauvreté, le désespoir face à des lendemains bouchés et l'absence du droit international dans la politique étrangère», relate Francine Néméh, et de s'y attaquer par une redistribution des richesses, une plus grande justice sociale et la résolution de l'instabilité politique — au Moyen-Orient par exemple

—, dans le respect du droit international plutôt que par des rapports de force.»

Dans sa déclaration, l'AQOCI affirme qu'il faut combattre le terrorisme par «des moyens qui devraient être décidés par la communauté internationale dans le respect de la Charte des Nations unies et du droit international.» Lorsqu'on rappelle à la directrice de l'AQOCI que l'intervention militaire menée contre l'Afghanistan a pourtant été avalisée par les Nations unies et son secrétaire général, Kofi Annan, qui reconnaît l'opération américaine comme une action de «légitime défense», elle se dit grandement troublée. L'AQOCI croit davantage aux effets d'une aide publique au développement, une sorte de plan Marshall pour cette région déshéritée du monde afin que tous vivent dans la dignité, et qu'un minimum de droits et de besoins fondamentaux soient respectés.»

La déclaration met par ailleurs en exergue les restrictions des libertés civiles que la situation actuelle risque de générer. L'AQOCI y formule également son inquiétude face aux changements qui pourraient éventuellement être apportés aux lois sur l'immigration et le statut de réfugié, et qui pénaliseraient des victimes innocentes. Elle appelle finalement à la solidarité entre les communautés afin de contrer les actes de racisme qui viseraient nos compatriotes d'origine arabe et de confession musulmane.

L'élaboration des principes de cette déclaration n'a pas été aisée compte tenu des regards parfois différents que portaient les diverses organisations sollicitées sur une situation aussi complexe, avoue Francine Néméh. L'AQOCI espère que la déclaration sera néanmoins endossée par le plus grand nombre d'organisations et qu'ultimement, elle sensibilisera nos dirigeants.


La nouvelle Lexus IS 300 à boîte manuelle est arrivée. (Très vite.)

La nouvelle IS 300 à boîte manuelle 5 vitesses est maintenant offerte au Canada. (Témoin la foule d'amateurs de performances se ruant chez les concessionnaires Lexus.) Car, comme le sait toute personne qui s'intéresse le moindrement aux berlines sport de luxe, la IS 300 au puissant six cylindres en ligne de

3 L et 215 ch a été universellement acclamée pour ses performances hors pair. Performances pourtant atteintes avec une transmission automatique.

Pour contacter un concessionnaire Lexus ou en savoir plus : 1 800 26-LEXUS • www.lexus.ca

LA nouvelle LEXUS IS 300 à 5 vitesses ~ À PARTIR DE 37 820 \$*

À la conquête de la perfection.  LEXUS



LA nouvelle LEXUS IS 300 à 5 vitesses

• LA RIPOSTE •

George Robertson, secrétaire

Les alliés doivent se préparer aux attaques bioterroristes

HÉLÈNE BUZZETTI
DE NOTRE BUREAU D'OTTAWA

Le secrétaire général de l'OTAN, George Robertson, a invité hier les pays membres de l'Alliance à mieux se préparer contre d'éventuelles attaques bioterroristes. S'il dit ne pas vouloir alarmer la population, il n'en pense pas moins qu'elle est en droit de connaître les dangers «réels» de telles menaces.

«Nous ne devons pas trop effrayer la population avec les armes chimiques ou bactériologiques, a-t-il dit aux parlementaires des pays membres de l'OTAN réunis pour leur session annuelle. Nous devons adopter une approche équilibrée pour informer les gens des nouvelles façons épouvantables de tuer qui existent et qui pourraient être utilisées. Mais en même temps, nous ne pouvons pas cacher aux gens le fait que la prolifération de ces armes, la bombe nucléaire du pauvre, n'est pas du tout quelque chose que nous pouvons sous-estimer. Il y a de réels et substantiels dangers se trouvant entre les mains d'individus et d'États qui pourraient bien les utiliser. Ils sont terrifiants, ils sont horribles quand on entend la façon dont ils peuvent être déployés.»

Il a ajouté que les alliés n'en font «pas assez» pour protéger leurs troupes qui pourraient être exposées à de telles armes.

Les craintes d'une attaque bactériologique se sont exacerbées cette semaine alors qu'en Floride, une deuxième personne a été contaminée à l'anthrax, une bactérie mortelle qui s'attaque aux poumons. Les deux personnes, dont une a perdu la vie à la suite de l'exposition, travaillaient dans le même édifice. Hier à Montréal, un édifice a même été évacué après la réception d'une enveloppe provenant de ce même édifice floridien. Le ministre de la Santé, Allan Rock, a d'ailleurs voulu rassurer la population hier en énumérant tous les moyens pris pour faire face à un éventuel cas d'exposition. «La plus grande menace, c'est la peur elle-même.»

George Robertson a en outre profité de son passage à Ottawa pour livrer un ardent plaidoyer en faveur de l'investissement militaire. Il a même déploré, un peu à la blague, l'absence de mécanisme d'expulsion de l'OTAN des pays qui manqueraient à leurs obligations en la matière.

«La sécurité que nous prenons pour acquise depuis tellement d'années n'est pas arrivée par accident. Pendant la guerre froide, nous avons dépensé des milliards de dollars pour assurer notre sécurité et celle des générations futures. Nous devons aborder les nouveaux défis sécuritaires qui se posent avec la même vigueur, le même engagement et la même détermination à dépenser de l'argent pour les bonnes choses.»

M. Robertson a ainsi interpellé les parlementaires pour qu'ils songent à cette sécurité lorsque viendra le moment de voter les crédits budgétaires, en particulier ceux de la défense. Il ne faut pas mettre en péril les autres programmes gouvernementaux, a-t-il dit, mais il ne faudrait pas non plus enrichir ces autres programmes au détriment de la défense.

Une critique que le premier ministre Jean Chrétien a balayée du revers de la main, rappelant que c'était le rôle de M. Robertson de jouer au lobbyiste militaire. «A chaque fois qu'il se promène dans tous les pays, ça fait partie de son rôle de demander aux gouvernements de dépenser plus. [...] M. Robertson a répété ce qu'il avait dit lors de sa dernière visite.»

M. Chrétien, qui avait rencontré en matinée le Secrétaire général de l'OTAN, a indiqué que ce dernier ne lui avait pas formellement demandé d'envoyer plus de troupes dans les Balkans pour permettre aux Américains de se retirer. La veille, M. Robertson avait dit que cela ferait partie des discussions. «Nous sommes aux Balkans, nous sommes là, a lancé le Premier ministre. Les Américains sont encore là.»

La question est d'importance car le Canada est déjà à la limite de ses capacités de déploiement, engagé qu'il est dans une douzaine de missions à l'étranger. Le chef d'état-major, le général Raymond Hénault, a d'ailleurs reconnu qu'un accroissement de



Des enquêteurs spéciaux du FBI, aidés de pompiers, procèdent à la décontamination de l'édifice abritant la société American Media Inc, à Boca Raton, en Floride, où deux cas de contamination à l'Anthrax ont été décelés.

la participation canadienne dans les Balkans, qui se situe à environ 1600 personnes, pourrait se faire au prix de la présence de l'unité ailleurs sur le globe.

«Ça fait partie des considérations que nous prenons dans le moment, c'est-à-dire de balancer nos contributions mondiales. Ça se pourrait fort bien que nous soyons obligés d'ajuster ce que nous avons de déjà déployé. C'est cer-

tainement un des facteurs, mais c'est quand même dans le moment très hypothétique car on n'a pas d'indication de ce qui pourrait nous être demandé.»

Par ailleurs, le Canada continue de mener la lutte financière contre le terrorisme. Selon les chiffres du Bureau du surintendant des institutions financières, ce sont 150 000 \$ en avoirs reliés à des organisations

terroristes qui auraient été gelés jusqu'à présent. Le ministre des Finances, Paul Martin, s'est engagé à mettre à jour ce chiffre d'ici la fin du mois.

Enfin, le premier ministre Chrétien a promis qu'il annoncerait au cours de la semaine des mesures de sécurité supplémentaires aux frontières et pour les voyageurs.

Contrôles aux frontières

Tous les moyens sont utilisés

PRESSE CANADIENNE

Toutes les mesures de contrôle aux frontières canado-américaines dont disposent les douaniers sont actuellement déployées, a assuré mardi le ministre responsable de l'Agence canadienne des douanes et du revenu, Martin Cauchon.

De passage à Montréal, le ministre Cauchon a soutenu que l'ensemble des technologies à la disposition des douaniers sont utilisées de façon systématique.

Il y a non seulement davantage d'interrogatoires, mais les douaniers utilisent des lecteurs de passeport, des banques de données et font appel aux services d'immigration, a indiqué le ministre.

«On fera appel de façon plus intensive aux chiens renifleurs, tandis que le nombre d'équipes d'inspection des avions sera augmenté», a promis le ministre, qui relie le déploiement de ces ressources au degré du risque.

«Quand le risque est plus élevé, on applique tous ces éléments de façon systématique et on utilise davantage les chiens qui ont été dressés pour détecter toutes sortes de matières, on augmente les équipes qui, dans les aéroports, vont faire la fouille des avions.»

Le ministre a rappelé avoir annoncé, en juin, l'ajout de technologies et de douaniers dans les aéroports et les ports. «Toutes ces mesures sont actuellement utilisées

étant donné que le risque est très élevé», a-t-il dit.

Pour sa part, devant l'assemblée de l'Otan, en matinée à Ottawa, le premier ministre Jean Chrétien a promis d'accroître la sécurité aux frontières et dans l'espace aérien.

Le ministre Cauchon a précisé qu'une double réflexion était en cours à ce sujet. «Nous sommes en train d'analyser la possibilité d'accélérer l'augmentation des ressources et la mise en place de technologies additionnelles. Nous analysons également comment on pourrait aller de l'avant plus rapidement avec la réforme que nous voulons mettre en place dès l'adoption du projet de loi S-23» modifiant la Loi sur les douanes, a indiqué le ministre Cauchon.

Interrogé sur la situation aux frontières canado-américaines, M. Cauchon a précisé que «les douaniers sont en état d'alerte» des deux côtés. Il souhaite cependant que les citoyens continuent à se déplacer, comme à l'accoutumée.

«J'aimerais inviter les gens à continuer à voyager, à continuer à circuler entre les deux pays, et à consulter notre site Web de l'Agence des douanes et du Revenu, qui donne des informations sur la situation aux différents ports terrestres un peu partout au Canada.»

M. Cauchon a émis ces commentaires alors qu'il venait d'alloquer près de 10 millions sur cinq ans pour soutenir les efforts d'exportation des PME québécoises.

Bijouterie Gambard
Vente et service technique

ROLEX

Submariner
en acier et or 18 carats

630-A RUE CATHCART, MONTRÉAL, CENTRE VILLE • TÉL.: 866-3876

LES DEJEUNERS CAUSERIES
2001-2002

LA CLÉ DE VOS AFFAIRES

Soyez au rendez-vous de la plus prestigieuse tribune de Montréal

16 Mardi
octobre

Le Centre Sheraton

Robert Tessier
Président et chef de la direction
Gaz Métropolitain

« Les choix énergétiques du Québec dans le contexte nord-américain »

Bell
BOMBARDIER
Desjardins
Fiducie Desjardins

FRASER MILNER CASGRAIN s.r.l.

Pratt & Whitney Canada
Samson Bélair Deloitte & Touche

SNC-LAVALIN
SSQ GROUPE FINANCIER
Design graphique
Vasco

Renseignements et réservation:
Téléphone : (514) 871-4000
Télécopieur : (514) 871-5971
Site transactionnel sécurisé :
www.ccmn.qc.ca/activites

Billet :
50 \$ / membre
75 \$ / non-membre
475 \$ / table de 10
(membres seulement)
TPS (7 %) et TVQ (7.5 %) en sus

• LA RIPOSTE •

Le rôle discret de la Chine

ÉRIC MEYER
CORRESPONDANT DU DEVOIR

Pékin — À quelques heures des frappes anglo-américaines sur l'Afghanistan, Pékin a donné — on s'y attendait — son approbation limitée. La Chine, par la voix d'un porte-parole, encourage la «lutte contre le terrorisme», à condition que ces frappes «visent un objectif clairement défini, pour éviter les morts civiles innocentes», et espère «un retour à la paix aussitôt que possible».

C'est donc un quitus prudent mais ferme, donné par la République populaire à la guerre livrée par la coalition antiterroriste contre un de ses voisins directs, de surcroît du Tiers-Monde. Cette attitude chinoise offre un très remarquable contraste, par rapport à celle qu'adoptait Pékin deux ans plus tôt dans la guerre de l'OTAN contre la Yougoslavie au Kosovo. À l'époque, on s'en souvient, la Chine avait voté sans nuance pour Milošević et contre l'OTAN.

En réalité, la série d'attentats anti-américains du 11 septembre, a plongé le Parti communiste dans un débat interne intense, qui s'est notamment traduit par la quasi-absence de résultats lors du plénum du Comité central du 24 au 26 septembre dernier. Il s'agissait de faire un choix de fond entre un vieil idéal, la lutte «tiers-mondiste», et un nouveau, la participation à l'Organisation mondiale du commerce (OMC).

Le choix a été vite fait, sous la pression discrète d'une certaine classe moyenne et d'affaires, et au détriment d'une gauche anti-américaine qui vociférait les premiers jours dans la presse et sur Internet. En soutenant l'alliance antiterroriste, c'est pour une fin aussi rapide que possible de la crise que la Chine se bat, et pour une reprise des affaires.

Cette guerre porte en effet un coup très rude aux espoirs que le pays fondait, pour désenclaver l'ouest du pays — le Tibet et le Xinjiang notamment —, pour faire venir touristes et industriels européens et américains. La Chine doit à présent réaliser et payer ses projets, mais en perd le bénéfice pour un an au moins; impossible d'espérer le moindre investissement étranger engagé dans cette région, d'autant que des ouïghours du Xinjiang sont recrutés dans les camps de ben Laden!

Rien n'a été dit officiellement, mais ce soutien chinois contre l'internationale intégriste peut s'avérer immense.

La Chine dispose de bons fichiers sur l'ennemi commun, qu'elle peut mettre à disposition. Elle peut aussi avoir incité le Pakistan à choisir son camp. Enfin et surtout, elle a pu donner accès, à des troupes occidentales de reconnaissance, au corridor de Taxkorgan, à la frontière nord-est de l'Afghanistan, région contrôlée, de l'intérieur, par l'alliance anti-talibans.

Une rumeur solide circule déjà dans Pékin en ce sens: un commando multinational aurait déjà pénétré en Afghanistan par cette porte, fin septembre.

Aussi n'est-ce sans doute pas sans arrière-pensées que le ministère chinois des Affaires étrangères s'est donné la peine d'adresser un courriel à chaque journaliste accrédité: «Défense de s'y rendre, pour l'instant, pour raison de sécurité.»

Tony Blair est présenté comme «une cible légitime»

AGENCE FRANCE-PRESSE

Londres — Le premier ministre Tony Blair, en participant aux frappes déclenchées en Afghanistan, «est devenu une cible légitime» pour tout «musulman qui voudrait l'assassiner», a déclaré à l'AFP le porte-parole de l'organisation islamiste Al Muhajiroun, basée à Londres, Abdul Rehman Saleem.

«Maintenant, puisque les Alliés — les Britanniques et les Américains et probablement les Français — ont commencé à bombarder ou vont bombarder les musulmans en Afghanistan, pour les gens là-bas, les bâtiments du gouvernement ici, les installations militaires et le 10 Downing Street [ndlr: la résidence du premier ministre] deviennent des cibles légitimes», a-t-il déclaré.

«Cela comprend tout aussi bien le premier ministre Tony Blair, a poursuivi Abdul Rehman Saleem. Il devient lui aussi une cible légitime.»

Le porte-parole de l'organisation islamiste a expliqué que «cela veut dire que si un musulman veut l'assassiner, veut s'en débarrasser, je ne verserai pas de larmes pour lui [ndlr: Tony Blair] et du point de vue de l'islam, cette personne ne sera pas punie pour cet acte, cette personne en sera louée».

Interrogé par l'AFP, un porte-parole de Downing Street a refusé de commenter ces déclarations en invoquant «des questions de sécurité».

Le ministère de l'Intérieur a précisé qu'«une décision allait devoir être prise sur d'éventuelles poursuites à la lumière des dernières déclarations de cette personne».

«Les gens jouissent dans ce pays de la liberté d'expression», a-t-il rappelé, en ajoutant toutefois que ces déclarations se trouvaient dans «une zone grise».

Pas de panique

PRESSE CANADIENNE

Toronto — Les frappes militaires qui ont commencé ce week-end en Afghanistan ont peut-être ravivé l'insécurité chez certains retraités migrants, mais ces derniers ne se soucient pas pour annuler leurs séjours dans le sud cet hiver, soutiennent des conseillers en voyage. Si les aînés canadiens se préparent pour leurs périples annuels, la récente escalade militaire en a toutefois fait réfléchir quelques uns. «Nous recevons des appels de gens qui nous disaient "à quoi devrais-je m'attendre quand je traverserai la frontière?" Maintenant, nous avons des appels de gens qui se demandent "que devrions-nous faire? Devrions-nous rester ou partir?"», explique Barbara Moss, directrice des communications à l'Association canadienne des snowbirds, qui compte 100 000 membres. Mme Moss soutient néanmoins que tout porte à croire que les aînés n'annulent pas leurs projets de voyage.

Affrontements interpalestiniens

Arafat tente de reprendre la situation en main

«Ce qui est arrivé hier à Gaza est inacceptable»

SAKHER ABU EL-OUN
AGENCE FRANCE-PRESSE

Gaza — L'Autorité palestinienne tentait hier de reprendre le contrôle de la situation, après les affrontements de la veille à Gaza entre des étudiants anti-américains et la police palestinienne, qui ont fait deux morts.

Tous les établissements d'enseignement supérieur dans la bande de Gaza sont restés fermés après les heurts interpalestiniens sanglants lors de manifestations contre les frappes militaires en Afghanistan.

Des étudiants palestiniens ont défilé en Cisjordanie, à Ramallah (centre), Naplouse (nord) et Bethléem (sud) pour dénoncer la répression policière.

«Ce qui est arrivé hier à Gaza est inacceptable», a déclaré laconiquement à Doha le président palestinien Yasser Arafat, sans se prononcer sur les responsabilités.

La direction palestinienne, qui a tenté d'éviter toute démonstration d'hostilité aux frappes, a déploré ces «événements douloureux qui ont gravement nui à l'image du peuple palestinien» et ouvert une enquête officielle.

Réaction d'Israël

Israël a salué ces décisions et a affirmé avoir reçu une demande de l'Autorité pour du matériel anti-émeute, cependant démentie par un haut responsable palestinien.

«Nous nous félicitons que pour la première fois l'Autorité palestinienne ait pris des mesures contre les terroristes», a affirmé à l'AFP Raanan Gissin, le porte-parole du premier ministre israélien Ariel Sharon.

«Les pressions diplomatiques américaines et militaires israéliennes ont joué, mais apparemment Arafat s'est décidé enfin à agir car il a senti que c'est son pouvoir que les islamistes remettaient en cause», a-t-il poursuivi.

Les États-Unis ont appelé à «un maximum de retenue» pour éviter que les manifestations anti-américaines dans les territoires ne fassent des victimes, dont ils ont imputé la responsabilité aux «gens qui essaient de renverser l'Autorité palestinienne, qui semblent manifester pour créer de la violence», selon l'expression du porte-parole du département d'État Richard Boucher.

Deux morts

La manifestation de quelques centaines d'étudiants de l'Université islamique de Gaza lundi a dégénéré en affrontements avec la police palestinienne qui ont fait deux morts parmi les protestataires, quelque 200 blessés et d'importants dégâts.

La fermeture de la bande de Gaza aux étrangers, y compris la presse, imposée par les forces de sécurité palestiniennes depuis lundi, était toujours en vigueur, a constaté un journaliste de l'AFP, de même que l'interdiction de couvrir d'éventuelles manifestations anti-américaines ou de réaliser des interviews filmées de Palestiniens.

L'Association de la presse étrangère a dénoncé cette «censure».

Les États-Unis ont par ailleurs loué les efforts de l'Autorité palestinienne pour faire respecter le cessez-le-feu et pressé Israël de s'abstenir de toute action «provocatrice».

«Nous sommes encouragés par les récentes mesures en matière de sécurité prises par l'Autorité palestinienne», a indiqué M. Boucher.

Trêve violée

Lors d'une conversation dans la soirée avec le secrétaire d'État américain Colin Powell, le Premier ministre israélien a souligné que la trêve continuait d'être violée.

«Les attaques se poursuivent, il n'y a toujours pas de cessez-le-feu, l'Autorité palestinienne n'ayant pas rempli ses engagements pour le respecter», a affirmé M. Sharon.

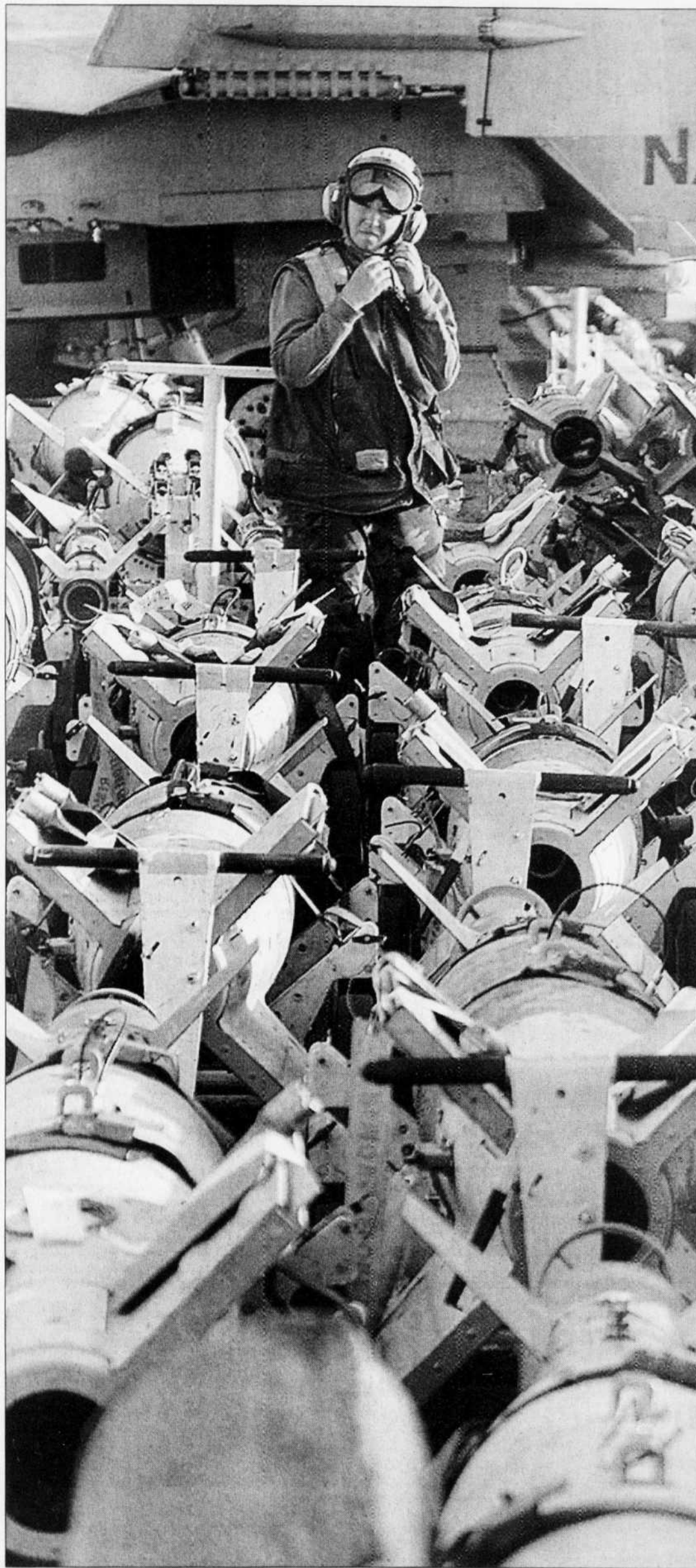
Un obus de mortier tiré par des Palestiniens a explosé sans faire de blessés dans le secteur industriel d'Erez, principal point de passage vers Israël dans le nord de la bande de Gaza, selon un porte-parole militaire israélien.

Auparavant, à Rafah, ville frontalière de l'Égypte dans le sud de la bande de Gaza, un enfant de 6 ans avait été légèrement blessé par des tirs de soldats israéliens.

Dans le même secteur, des chars et des bulldozers israéliens ont pénétré de plusieurs centaines de mètres en zone autonome palestinienne, faisant deux blessés. Il s'agissait d'une riposte à une attaque la veille, au cours de laquelle un camionneur israélien avait été grièvement blessé par balles.

Un Palestinien blessé lundi dans la bande de Gaza est décédé.

Le nombre de tués depuis le début de l'Intifada, le 28 septembre 2000, s'élève désormais à 872, dont 673 Palestiniens et 176 Israéliens.



Un militaire inspecte des missiles qui doivent équiper les chasseurs américains F-18.

De la musique entre les bombes

Radio-Sol est, depuis hier, la première radio afghane à diffuser... de la musique

CHRISTIAN RIOUX
CORRESPONDANT DU DEVOIR

Paris — Entre deux bombardements, les Afghans peuvent dorénavant écouter de la musique, sur leurs transistors. Et pas sur les ondes courtes, mais sur la bande FM.

La première station de radio affiliée de l'autorité des talibans a diffusé pour la première fois hier en Afghanistan. Cela n'a pas été bien long, une heure en pachtout et une autre en persan. Mais une heure de paroles et de musique non soumises à la charia, c'est toujours ça de pris.

«En Afghanistan, à l'exception de la BBC, de Voice of America et des radios pakistanaises et iraniennes qui diffusent sur ondes courtes, toutes les radios sont soumises à la loi des talibans», explique Dragica Ponorac, qui parraine le projet. Cela signifie que la musique y est interdite et qu'on n'y entend aucune voix féminine.

C'était avant Radio Sol (Radio Paix), qui vient d'installer un petit émetteur de 150 watts à Djebel Sajaj, dans la vallée du Panshir, dirigée par les rebelles de l'Alliance du Nord. L'émetteur, fixé à un simple lampadaire de 20 mètres de haut, n'a pour l'instant

qu'une portée de 30 km. La radio atteint donc grosso modo la ligne de front, à 40 km de Kaboul.

Mais, d'ici quelques semaines, l'installation de fortune (une console de mixage, un lecteur CD, quelques magnétophones et microphones) devrait pouvoir atteindre facilement la capitale et couvrir toute la vallée du Panshir. Un pylône de 20 mètres est déjà parti de Paris par avion pour être érigé sur la montagne de Darban, qui domine la région de ses 2600 mètres.

Le projet est parrainé par l'association française Droit de parole, une organisation non gouvernementale qui a déjà soutenu la naissance de radios libres au Burundi, en Haïti, en ex-Yougoslavie et à la frontière du Tibet. «Un jour, peut-être pas si lointain, Radio Sol sera écoutée dans tout le pays», dit Dragica Ponorac.

La radio diffusera bientôt huit heures par jour (quatre heures en pachtout et quatre heures en persan), tout en respectant les heures de prière de la population. Il s'agira essentiellement d'émissions éducatives, d'informations et musicales. À l'origine, la radio devait être destinée aux femmes, mais l'évolution de la conjoncture a amené les animateurs du projet à en élargir l'audience.

«En Afghanistan, 95 % de la population n'a pas vu les images du World Trade Center qui s'écroulait», dit Jean-Pierre Grimaldi, qui revient d'Afghanistan où il a installé les premiers équipements. «Il n'y a pas de postes de télévision, pas d'électricité et pas de papier pour les journaux.» La radio est le seul média accessible grâce à de petits transistors vendus au bazzar pour quelques dollars.

Une station mobile permettant de rediffuser le signal se déplacera en suivant le front au fur et à mesure que celui-ci se rapprochera de Kaboul. «Les conditions en Afghanistan sont beaucoup plus difficiles que celles que nous avons rencontrées en ex-Yougoslavie ou en Haïti», dit Jean-Pierre Grimaldi. «Il n'y a d'infrastructure et d'électricité nulle part.»

En prenant le pouvoir en 1996, les talibans avaient démantelé la radio nationale (Radio Afghanistan). À Radio Sol, les femmes et les hommes pourront dorénavant travailler côte à côte. Ce qui est interdit ailleurs: La nouvelle équipe comprend six journalistes.

Radio Sol ne craint pas le brouillage de la part des talibans. «C'est très difficile lorsque l'émetteur est en altitude», dit Jean-Pierre Grimaldi. «De toute façon, je crois que les talibans auront bientôt d'autres chats à fouetter.»

LA RIPOSTE

À quoi sert l'aide tombée du ciel?

Les organisations humanitaires se montrent réservées, pour ne pas dire très critiques, sur le parachutage de rations alimentaires sur l'Afghanistan

ISABELLE PARÉ
LE DEVOIR

Le largage de rations alimentaires sur l'Afghanistan par les avions militaires américains continue de semer la bisbille chez les organisations humanitaires. Plusieurs d'entre elles doutent de l'efficacité d'une telle opération et souhaitent qu'une entité indépendante chapeaute l'action humanitaire en territoire afghan.

«Nous sommes contents qu'on reconnaisse les besoins de la population afghane, mais les parachutages aériens d'aide alimentaire sont souvent faits au hasard et ne rejoignent que 1 % des personnes qui en ont besoin», a fait valoir hier Alex Renton, le porte-parole d'Oxfam International au Pakistan, rejoint par Le Devoir à Islamabad.

Selon ce dernier, une bonne partie des plaquettes parachutées seront détruites à leur arrivée au sol, alors que d'autres tomberont hors de portée des populations dans le besoin. «Certaines exploseront probablement aussi sur des mines», a-t-il ajouté. Bref, personne ne sait quelle part de ces précieuses denrées parviendront à leurs destinataires.

Ce porte-parole d'Oxfam International affirme que la distribution terrestre d'aide alimentaire demeure le meilleur moyen d'aider la population afghane affamée par trois années de sécheresse. «Nous continuons à privilégier le mode de distribution traditionnel avec des camions. Mais rien ne peut se faire tant qu'il y aura des bombardements. C'est pourquoi nous demandons aux États-Unis et à leurs alliés de nous permettre de faire notre travail», a-t-il indiqué hier.

D'autres organisations humanitaires européennes, comme Médecins sans frontières (MSF) et Médecins du monde (MDM), avaient carrément fustigé lundi les parachutages américains, qualifiés d'«insupportable habillage humanitaire» et «d'action de marketing». Le président de Médecins du monde, Claude Moncorgé, réclamait hier que certaines zones soient sécurisées par les forces américano-britanniques pour permettre aux organismes d'aide de poursuivre leur travail sur le terrain.

Le même malaise était perceptible au bureau chef d'Oxfam International à Washington, où l'on peut toutefois difficilement désapprouver la méthode américaine, et faire appel du même coup à la générosité des Américains pour récolter des fonds pour la population afghane. «Les largages alimentaires ne peuvent être qu'une très faible partie de la solution. Ça ne veut pas dire que nous sommes contre. Cela peut aider des gens dans des endroits isolés», a expliqué hier Oliver Buston, porte-parole de l'organisme.

Mais ce dernier s'est empressé d'ajouter qu'il fallait garder une «claire distinction entre les actions humanitaires et civiles» pour préserver la neutralité des opérations. «Il faut que l'ONU prenne en charge les opérations, sinon il y a un risque que les opérations humanitaires soient associées aux forces armées. Il serait préférable que ce soit le Programme alimentaire mondial (PAM) qui effectue les parachutages d'aide alimentaire», a-t-il dit hier.

Selon ce dernier, il ne reste plus que «pour quelques jours» de stocks de nourriture, que les 120 employés locaux d'Oxfam International tentent de continuer à distribuer pour répondre aux besoins les



PAWEL KOPCZYNSKI

Depuis le 11 septembre, les convois d'aide humanitaire entrent en Afghanistan à un rythme inversement proportionnel à l'afflux de réfugiés qui fuient le pays.

plus urgents dans les provinces centrales de l'Afghanistan. Selon cet organisme, environ 7,5 % d'Afghans sont menacés par la famine, dont les deux tiers sont des femmes et des enfants.

Le HCR n'est pas contre

Rappelons que les convois d'aide alimentaire continuent d'entrer au compte-gouttes en Afghanistan depuis l'expulsion, le 11 septembre dernier, de tous les expatriés travaillant pour les organisations internationales. Même le Programme alimentaire mondial (PAM), principal fournisseur de denrées, a stoppé, après le début des frappes aériennes, ses livraisons de nourriture en territoire afghan. Privé d'accès terrestre, le PAM envisage même d'amorcer ses propres largages aériens, pour pouvoir atteindre 100 000 familles dans les provinces du centre de l'Afghanistan.

Alors que la frustration monte chez les organismes d'aide internationale, incapables de poursuivre leur travail en territoire afghan, les agences

de l'ONU se montrent quant à elles plus tolérantes face au largage américain.

Hier, le porte-parole du Haut-Commissariat aux réfugiés (HCR) de l'ONU, Kris Janowski, a soutenu «que le largage de nourriture est actuellement la seule solution. Pourquoi être contre?». Bien que la méthode soit inhabituelle, compte tenu qu'aucun convoi humanitaire ne peut plus atteindre ce pays affecté par trois années de sécheresse, il estime «qu'il serait inapproprié de s'y opposer». La porte-parole du Programme alimentaire mondial (PAM), Christiane Berthiaume, a abondé dans le même sens à Genève hier. «Pour le moment, les besoins sont tellement importants. La question paraît donc incongrue», a-t-elle déclaré à l'AFP.

En raison de l'interruption des convois alimentaires entre le Pakistan et l'Afghanistan, le PAM et l'Unicef opèrent depuis hier depuis Machad en Iran, d'où sont parties 100 tonnes de vivres à destination d'Herat en Afghanistan. Sept camions transportant de l'aide médicale, expédiée par l'Unicef, ont aussi franchi la frontière irano-afghane pour cette destination du nord du pays.

Fuir Kaboul et survivre

Tout le monde veut quitter la capitale, devenue trop dangereuse, les talibans les premiers, racontent des réfugiés

JEAN-PIERRE PERRIN
LIBÉRATION

Debali (nord-est de l'Afghanistan) — Nombre de talibans ont commencé à quitter Kaboul pour regagner leurs fiefs des provinces de Kandahar, du Helmand et de Djellalabad (sud et sud-est de l'Afghanistan). Selon les premiers témoignages de réfugiés qui ont réussi à quitter Kaboul après les frappes américaines dimanche et lundi, et commencent à arriver dans la zone tenue par l'opposition, la capitale afghane est désormais occupée en grande partie par des «volontaires islamistes» pakistanaï et arabes, venus se battre aux côtés des «étudiants en religion». «Avant-hier, au moment de mon départ, j'ai pu voir qu'il n'y avait plus de talibans dans les rues de Kaboul. C'était pareil le long du chemin qui nous a conduit jusqu'ici. Il n'y avait plus que des Pandjabis (noms que les Afghans donnent aux Pakistanaï), des Arabes et des Tchétchènes», insiste Khan Mohammed, un marchand de légumes, parvenu hier à Debali, une localité contrôlée par l'Alliance du Nord. D'autres réfugiés parlent même de départs massifs des «étudiants en religion» de la capitale. Celui-ci a semble-t-il commencé il y a une dizaine de jours et s'est accentué après les frappes américaines. Les talibans avaient conquis Kaboul le 27 septembre 1996. La grande majorité d'entre eux sont originaires des provinces pachounes du sud et du sud-

est de l'Afghanistan, en particulier de Kandahar, l'ancienne capitale royale, où demeure leur chef politique et spirituel, Mohammed Omar.

Localité située à environ 70 km de Kaboul et à une heure de la ligne de Front, Debali est un point de passage emprunté par ceux qui veulent fuir la capitale. «Tout le monde veut quitter la ville parce que c'est dangereux d'y rester», s'exclame Khan Mohammed, depuis le sommet de la camionnette débâchée qu'il a louée avec deux autres familles. Au total, ce sont quelque 25 personnes qui s'entassent dans ce véhicule déjà bien fatigué. À l'avant, à côté du conducteur, pas moins de six femmes en tchadri, (le voile afghan) et autant d'enfants. À l'arrière, une quinzaine d'hommes entassés sur des montagnes de bagages et couverts de poussière. Khan Mohammed raconte que ce sont les bombardements américains qui l'ont poussé à partir. «J'habite près du palais présidentiel qui a été attaqué. Comme les talibans nous interdisent de sortir la nuit, je n'ai pas pu savoir s'il avait été touché mais j'ai vu la lueur des explosions». Il affirme en avoir compté une cinquantaine.

Arrive dans une autre camionnette, partie le matin même de Kaboul, toute une autre famille. Celle-ci est originaire du quartier de Khaikhana, peuple en grande majorité d'habitants originaires de la vallée du Pandjshir. Cela leur vaut d'être suspectés de sympathies pour feu le commandant Massoud et, d'une façon générale, pour l'Alliance du Nord. «Je suis

parti parce que les talibans voulaient me capturer», dit le chef de famille, employé dans un hôpital de la ville, mais qui refuse d'être identifié. Selon lui, si les habitants cherchent à quitter Kaboul, c'est davantage dans la crainte d'être emprisonnés ou enrôlés de force que dans celle des raids américains. «Les gens ont eu peur de la première nuit du bombardement. Après, ils ont vu que ce n'était pas eux qui étaient visés», expliquent-ils. Les frappes américaines ont coupé l'électricité à Kaboul, mais celle-ci a pu être rétablie ensuite. Quasiment toutes les boutiques sont désormais fermées, ce qui pose de difficiles problèmes d'approvisionnement à la population. Néanmoins, tous les nouveaux arrivants se déclarent particulièrement heureux des bombardements américains, même si le prix à payer est un départ précipité, la situation difficile que connaissent les personnes déplacées et une fortune à déboursier en dollars pour payer le voyage. Il leur a fallu payer un premier taxi depuis Kaboul, des passeurs pour transporter les bagages d'une ligne de front à l'autre, et un second taxi, une fois dans la zone contrôlée par l'opposition.

Ce dont font état aussi ceux qui viennent de Kaboul, ce sont les enrôlements forcés et massifs de jeunes gens par les talibans, qui les envoient se battre en première ligne. Ahmed Jawad, 20 ans, et Hafez, 25 ans, tous deux originaires du Pandjshir, ont réussi il y a une dizaine de jours à s'enfuir. Selon eux, les jeunes Tadjiks sont particulièrement visés, notamment les étudiants. «Déjà, indique Hafez, qui étudie le droit islamique, tous les professeurs Tadjiks avaient été exclus de l'université.»

Conseil de sécurité

Une «victoire» très utile pour Damas

AGENCE FRANCE-PRESSE

La Syrie a célébré hier comme une «victoire» sur Israël son élection au Conseil de sécurité de l'ONU, s'estimant exonérée de la sorte des accusations de soutien au terrorisme. Des diplomates à Damas confirment qu'il s'agit d'un succès pour Damas, et qu'il survient à point nommé dans la mesure où il lui permettra d'essayer de focaliser sur Israël l'attention mondiale braquée quasi exclusivement sur le monde arabe et islamique depuis les attentats du 11 septembre aux États-Unis.

«Ce succès montre que la communauté internationale rejette les allégations israéliennes accusant la Syrie de terrorisme», a affirmé un porte-parole officiel syrien quelques heures après le vote lundi de l'Assemblée générale. Il a également proclamé l'intention de la Syrie de mettre à profit son siège au Conseil de sécurité pour «œuvrer pour la paix et la sécurité mondiale, et pour renforcer le rôle de l'ONU dans le règlement des problèmes mondiaux».

Le porte-parole s'est contenté d'une simple allusion au conflit israélo-arabe et au soutien américain à l'Etat juif. «La Syrie, a-t-il dit, a toujours respecté les principes de la loi internationale et les résolutions de l'ONU visant à trouver des solutions justes aux problèmes, loin de la politique de deux poids deux mesures».

Décodée, cette phrase signifie que Damas va employer son influence nouvellement acquise pour essayer de pousser Washington à être aussi sévère envers Israël qu'envers l'Afghanistan et l'Irak. Le quotidien gouvernemental

Techrine affirme ainsi que «la Syrie, comme les autres pays arabes et islamiques, juge inutile toute action antiterroriste ou militaire tant qu'Israël n'est pas visé».

La Syrie peut s'attendre à de nombreuses retombées positives de son élection pour deux ans (2002 et 2003) au Conseil de sécurité, indique un diplomate occidental en poste à Damas. «La Syrie représente à présent le monde arabe et, dans une certaine mesure, islamique au Conseil de sécurité; elle est devenue à ce titre l'interlocuteur des puissances», explique-t-il. La présence syrienne «entravera, sinon compliquera à l'extrême» d'éventuels projets de résolution qui viseraient, au nom de la lutte contre le terrorisme, le Hezbollah libanais, les islamistes palestiniens et les pays qui les soutiennent, assure ce diplomate.

Les frappes divisent la Ligue arabe

ALEXANDRE BUCCIANTI
LE MONDE

Le Caire — Les frappes américaines ont transformé le monde arabe en un puzzle dont les morceaux seront presque impossibles à rassembler à court terme. En effet, les divisions qui se sont opérées dépassent aujourd'hui les clivages qui séparaient auparavant les classiques anti-américains comme l'Irak des pro-américains comme le Koweït.

Dans la nouvelle donne, on trouve désormais des alliés «tièdes» comme l'Égypte et des adversaires «amicaux» comme le Soudan. Et si cela ne suffisait pas, les lignes de clivage apparaissent aussi au sein d'un même pays, d'une part entre régime et opinion publique et d'autre part entre courant libéral et islamiste.

Dans ces conditions, les chances de succès de la réunion ministérielle arabe prévue aujourd'hui, 10 octobre, en marge des travaux de la conférence des chefs de diplomatie de l'Organisation de la conférence islamique (OCI) à Doha, sont très minces.

Pour tenter de masquer l'apparition de ces divisions au grand jour, le secrétaire général de la Ligue arabe, Amr Moussa, a affirmé, au Caire, «qu'aucun pays arabe ne pouvait accepter le terrorisme international». Il a aussi appelé à «la retenue» et à la nécessité d'éviter «un élargissement de la confrontation». «Il ne faut porter atteinte à aucun pays arabe», a conclu Amr Moussa. Ces propos pourraient bien servir de base à la discussion et à la déclaration commune.

Quelle que soit la teneur de la déclaration qui sera adoptée par les États arabes, celle-ci ne changera pas la situation sur le terrain. L'Irak reste foncièrement anti-américain et demeure le seul pays arabe à ne pas avoir condamné les attentats du 11 septembre. Déjà soumis aux raids américano-britanniques depuis une dizaine d'années, le régime de Bagdad estime qu'il n'a rien à perdre en se positionnant ouvertement contre les frappes. «Une agression criminelle», selon le quotidien Babel dirigé par le fils du président Saddam Hussein, qui fait le rapprochement entre les frappes «contre le peuple afghan» et les raids «contre le peuple irakien».

La Syrie conciliante

La Syrie, autre pays dans le collimateur de Washington pour son soutien au Hezbollah libanais et l'accueil fourni à plusieurs organisations palestiniennes considérées comme «terroristes», a adopté une attitude plus conciliante. «Avec le début des opérations militaires américaines et britanniques contre l'Afghanistan, nous insistons sur l'importance de notre appel à un effort international sous l'égide de l'ONU afin de trouver des mécanismes efficaces pour éradiquer le terrorisme», a indiqué Radio-Damas dans un commentaire. «Une maturité qui s'explique par le désir de la Syrie de ne pas donner prise à ceux qui voulaient empêcher son élection comme nouveau membre au Conseil de sécurité de l'ONU», estime un analyste.

Dans le camp des alliés des États-Unis, la prudence est de mise. Le prince Saoud Al-Fayçal, ministre saoudien des Affaires étrangères, a admis qu'il «y avait une preuve évidente» qu'Oussama ben Laden était «lié» aux attentats anti-américains. Le chef de la diplomatie du royaume wahhabite s'est refusé à en dire plus afin de ne pas accorder le moindre crédit au chef de l'organisation Al-Qaïda qui, depuis des années, dénonce le régime saoudien qui, à ses yeux, «permet aux mécréants de souiller la terre de Mahomet». La péninsule arabique abrite en effet les deux grands lieux saints de l'islam, la Mecque et Médine.

Si le gouvernement koweïtien n'affiche aucun état d'âme dans son soutien à la lutte antiterroriste, la société koweïtienne, elle, est profondément divisée. Les libéraux sont passés de la défensive à l'attaque contre les fondamentalistes islamiques. Ils ont trouvé dans les associations caritatives islamiques soupçonnées de financer, sciemment ou inconsciemment, les mouvements extrémistes musulmans leur cheval de bataille. Profitant des pressions américaines sur le Koweït, qui vient de signer un accord de coopération avec les États-Unis en matière de renseignement, les libéraux ont obligé le gouvernement à adopter des mesures pour contrôler dorénavant ces associations. Ces décisions ont provoqué les protestations du puissant courant islamiste qui dispose de la majorité au Parlement.

Le changement le plus remarquable est cependant celui de la junte islamiste soudanaise. Ce régime avait pourtant offert l'asile à ben Laden pendant des années. Aujourd'hui, il coopère pleinement avec les Américains.

Il va même au devant des demandes des services de sécurité de Washington en matière d'informations sur les groupuscules extrémistes musulmans qui étaient basés au Soudan. Khartoum espère que cette coopération va se traduire par une levée des sanctions économiques et surtout par un feu vert donné aux compagnies pétrolières américaines pour investir au Soudan. Cela n'a cependant pas empêché le pouvoir islamique du général Omar Al-Béchir de condamner les frappes américaines. «Pour la consommation locale», explique un expert.

Les divisions dépassent les clivages traditionnels entre partisans et adversaires des États-Unis

Tu-154 abattu: la thèse du missile perdu se renforce

AGENCE FRANCE-PRESSE

Moscou — La thèse d'un tir accidentel de missile par les Ukrainiens pour expliquer l'écrasement de l'avion russe Tu-154 en mer Noire s'est considérablement renforcée hier, des experts faisant état de la présence, dans des cadavres et les débris de l'avion, d'éclats pouvant provenir d'un missile.

Moscou espère que Kiev prendra «une décision difficile mais juste» en reconnaissant sa responsabilité dans la catastrophe du 4 octobre, ont déclaré des sources officielles russes, citées par Interfax.

Un expert ukrainien participant à l'enquête a, sous couvert de l'anonymat, estimé que la catastrophe qui a fait 76 morts, en grande majorité des Israéliens, était très probablement due à un tir accidentel.

Des experts ukrainiens participent depuis lundi aux investigations menées par les Russes.

Le ministère ukrainien de la Défense avait auparavant contesté des déclarations de membres ou d'experts proches de la commission russe, faisant état de la découverte de ces éclats présumés provenir d'un missile.

Le conflit en Abkhazie se rallume

AGENCE FRANCE-PRESSE

Tbilissi — Le conflit entre la Géorgie et la région séparatiste d'Abkhazie s'est rallumé hier avec des bombardements aériens qui ont fait l'objet de démentis et d'accusations mutuelles, y compris contre la Russie.

Des combats qui ont fait des morts et des blessés opposent depuis la semaine dernière les forces de Soukhoumi, la «capitale» de l'Abkhazie, et quelques centaines de combattants géorgiens et tchétchènes, dans la région des gorges de Kodor (nord-ouest).

«En dépit de tous les accords conclus et des engagements pris [par Tbilissi] lors des dernières négociations, une nouvelle tentative d'agression contre la république d'Abkhazie a été lancée [...] par des terroristes de tout poil sous l'égide des autorités géorgiennes», a déclaré le «vice-président» de l'Abkhazie, Valeri Archba.

Le ministre russe de la Défense, Sergueï Ivanov, a de son côté estimé que, «ou bien la direction géorgienne ne contrôle pas la situation sur son territoire ou bien elle manipule des terroristes pour servir ses objectifs».

LE DEVOIR

ACTUALITÉS

L'impact des attentats sur la situation de l'emploi

Charest exige un énoncé économique

MARIO CLOUTIER
DE NOTRE BUREAU DE QUÉBEC

Jean Charest estime que la ministre d'État à l'Économie et aux Finances, Pauline Marois, doit déposer dans les plus brefs délais un énoncé sur la situation économique du Québec. Le chef du Parti libéral dénonce la « désorganisation » du gouvernement Landry au sujet de la récession qui est à venir ou pas, selon le ministre questionné.

« On nage dans le flou. Le gouvernement tire dans toutes les directions sur le plan économique. Il semble loin d'être fixé sur ce qui se passe et ce qui doit être fait », a-t-il déclaré hier lors de l'ouverture du caucus présessionnel de son parti à Sainte-Foy.

M. Charest soutient que la situation économique a changé radicalement depuis le 11 septembre et la dernière synthèse des opérations financières. Dans cette optique, son parti demande un portrait clair de l'économie « pour que les Québécois sachent où l'on en est ».

Le chef libéral a présenté à ses députés les nouvelles recrues du PLQ qui feront leur entrée à l'Assemblée nationale le 16 octobre prochain. Julie Boulet, de Lavolette, et Françoise Gauthier, de Jonquière, ont été ovationnées par l'ensemble des élus libéraux présents au caucus.

Élections générales

Malgré les victoires de ses candidates libérales lors des élections complémentaires du 1^{er} octobre, le chef de l'opposition officielle ne semble pas pressé de voir le gouvernement déclencher des élections générales, et ce, même si la légitimité du premier ministre Landry est affectée, reconnaît-il.

« On en discutera en caucus, mais il faut surtout voir le portrait d'ensemble. Il y a déjà des élections municipales prévues en novembre, en plus des événements du 11 septembre et de la crise économique. »

D'ailleurs, il affirme que le PLQ ne doit absolument « rien, rien prendre pour acquis » avant la prochaine campagne. Selon lui, la règle de l'alternance après deux mandats d'un même parti à la tête du gouvernement n'a rien d'absolu. Pour cette raison, rappelle-t-il, le PLQ continuera de ratisser large afin de « construire les régions du Québec ».

Henri Massé réclame la tenue d'un sommet des premiers ministres

« L'économie, c'est une affaire de confiance, et on a l'air vasouilleux »

ÉRIC DESROSIERS
LE DEVOIR

Préoccupé par le ralentissement économique et les milliers de mises à pied qui ont frappé ses membres depuis les attentats du 11 septembre, le président de la Fédération des travailleurs du Québec (FTQ), Henri Massé, en a appelé hier à une rencontre au sommet des onze premiers ministres du pays.

« La situation nous inquiète beaucoup, a-t-il déclaré lors d'une rencontre avec l'équipe éditoriale du Devoir. On aurait aimé voir une rencontre entre le premier ministre Jean Chrétien et les premiers ministres des provinces canadiennes pour faire un peu ce qu'ils ont fait aux États-Unis, pour regarder quelle sorte de coup de barre on pourrait donner. [...] Je sais [qu'Ottawa et les provinces] ont pris des mesures, mais il ne doit pas y avoir seulement leadership, il doit y avoir apparence de leadership. L'économie, c'est une question de confiance, et on a l'air vasouilleux. »

Il faut dire que la semaine dernière, à la FTQ, on comptait pas moins de 15 000 membres, employés d'Air Transat, d'Air Canada, de Bombardier, de General Motors ou autres qui avaient appris depuis le 11 septembre l'abolition à court ou moyen terme de leurs postes. « Dans le domaine de l'aéronautique, c'est assez dramatique parce que ça touche des jeunes qui avaient trouvé des emplois avec de bons salaires et de bonnes conditions de travail. »

« On ne veut pas être alarmistes à outrance, mais on a l'impression que ça va prendre des mesures spéciales », a-t-il ajouté. De façon générale, les efforts de relance économique des pouvoirs publics pourraient prendre la forme de nouveaux programmes d'infrastructure, suggère-t-il. Les entreprises, de leur côté, devraient montrer un peu plus de souplesse dans leur organisation du travail, en permettant par exemple le partage du temps de travail.

Chez Bombardier, il estime que l'on y est allé un peu fort en annonçant la suppression de 1500 emplois alors que les carnets de commande sont pleins. En ce qui concerne l'usine GM de Sainte-Thérèse, Henri Massé assure que la centrale « ne baissera jamais les bras » dans sa bataille pour maintenir l'usine d'assemblage ouverte et rappelle que l'on avait aussi qualifié d'irréversible la décision de fermer l'usine de camions Paccar et la fabrique de matériaux isolants d'Owens-Corning.

« On est pas mal convaincus que, si on n'a pas d'assemblage au Québec, on a bien beau vouloir se faire la

plaque tournante des pièces automobiles au Canada, à cause de notre aluminium, de notre magnésium et de notre énergie, ce sera un clou de plus dans le cercueil. Les gens vont se dire que l'axe Windsor-États-Unis ne passe pas par le Québec. »

Le modèle européen appliqué aux Amériques

Henri Massé commençait hier une tournée des principaux quotidiens en prévision de la tenue du 26^e congrès de la FTQ du 26 au 30 novembre à Québec. Placé sous le thème « Vers un syndicalisme sans frontière », le congrès tâchera en grande partie de dresser le portrait le plus juste possible de ce que l'on appelle la mondialisation et de contribuer au développement de nouveaux moyens d'action.

Dans ce domaine, Henri Massé voudrait voir s'établir en Amérique un modèle d'intégration comparable à celui de l'Europe, c'est-à-dire qui saurait tenir compte aussi bien du développement économique que du développement social.

« Dans certains secteurs, la mondialisation a apporté beaucoup d'emplois, note-t-il, comme le secteur de l'aérospatiale, mais aussi des secteurs plus traditionnels, comme le meuble et le vêtement, que l'on disait pratiquement morts et qui, depuis l'Accord de libre-échange et l'ALENA, se sont passablement bien comportés. » Malheureu-

sement, poursuit-il, cette croissance économique ne s'est accompagnée ni d'une augmentation du salaire réel des travailleurs nord-américains ni d'une amélioration de la qualité de vie des travailleurs du Mexique.

Dans un pareil contexte, il n'est pas étonnant que le projet d'une Zone de libre-échange des Amériques (ZLEA) suscite tellement de méfiance et de résistance. Mais le libre-échange à la grandeur du continent, rappelle-t-il à ceux qui s'opposent coûte que coûte à l'idée, « c'est quelque chose qui est en marche à l'heure actuelle, entente ou pas entente, qui est permis par l'OMC. Pour le moment, on n'a aucun mécanisme pour mettre de l'ordre là-dedans. Si on pouvait profiter d'une entente quelconque entre les trois Amériques pour y mettre un peu plus de social, on aurait des mécanismes pour se défendre et pour améliorer un peu la situation. »

Le fait que les gouvernements participant au Sommet des Amériques, au printemps à Québec, se soient crus obligés de faire de la démocratie et de la lutte à la pauvreté des objectifs centraux lui semble être un signe que

le message commence à passer. Gouvernements et représentants de la société civile auront d'ailleurs l'occasion d'en discuter la semaine prochaine à l'occasion de la rencontre des ministres du Travail des trois Amériques à Ottawa. « C'est vrai que les écarts entre les pays sont grands, concède Henri Massé. Il nous faudra beaucoup plus de temps qu'en Europe pour y arriver. C'est une raison de plus pour s'y mettre tout de suite. »



Henri Massé

Question de référendum

Selon le président de la Fédération des travailleurs du Québec (FTQ), Henri Massé, le mouvement souverainiste n'a rien à gagner à annoncer d'avance le moment où se tiendra le prochain référendum.

« On a toujours, à la FTQ, été très, très mal à l'aise pour fixer la date ou l'échéancier d'un référendum », a-t-il commenté au Devoir hier.

Pour avoir des chances de réussir, a-t-il expliqué, un pareil rendez-vous nécessite des circonstances politiques et tactiques particulières qui ne peuvent être artificiellement provoquées. « On ne trouve pas ça particulièrement habile d'annoncer ça d'avance, et on n'est pas convaincu non plus que ça prend un référendum à chaque mandat. C'est une question pratique

et de démocratie. Il faut savoir faire une distinction entre la souveraineté et le référendum. »

Déclarant que sa centrale est la plus fidèle alliée de la cause souverainiste, il confie d'autre part avoir trouvé sa dernière campagne référendaire, menée dans les entreprises, bien assez éprouvante pour ne pas avoir envie de répéter l'expérience sans raison valable. « La campagne qu'on a faite était pas mal moins comique qu'une assemblée politique où tout le monde est du même bord et où tu y vas de ta petite blague et que tout le monde rit. Ça a été assez tough, c'est-à-dire qu'on en fera pas une aux demi-heures. Mais il y en aura certainement un autre, je suis pas inquiet. »

E. D.

L'Afghanistan et le Pakistan frappés par la sécheresse

LOUIS-GILLES FRANÇEUR
LE DEVOIR

Le cinquième des terres de la planète a été frappé par une sécheresse sévère au cours des deux dernières années, révèle un bilan de relevés par satellite divulgué hier par la National Oceanic and Atmospheric Administration (NOAA) des États-Unis.

L'étude en question, qui jumelle les données des satellites avec des observations au sol, se base sur l'analyse de la radiation solaire que l'on a observée sous trois longueurs d'ondes différentes, chacune ayant été calibrée pour évaluer l'intensité de la végétation, de l'humidité et de la chaleur résiduelle des sols.

Les données publiées hier indiquent que l'Afghanistan et le Pakistan vivent présentement les sécheresses les plus terribles sur la planète. Entre 40 et 60 % de ces deux pays n'ont pas reçu une goutte de pluie en 2001. Par ailleurs, les récoltes produites dans ces régions et dans les pays voisins, comme l'Iran, l'Inde, la Mongolie et la Chine, ont été durement touchées par des sécheresses qui ont sévi en 2000 et en 2001 au cours des deux printemps et des deux étés.

Les États-Unis et le Canada ont aussi été touchés, mais jamais aussi sévèrement que les pays du Moyen-Orient et de l'Asie centrale. En Amérique, c'est le Texas qui a connu la pire sécheresse, laquelle a néanmoins frappé certains territoires du nord-est des États-Unis, ce qui a favorisé d'importants incendies.

Le nord de l'Afrique a lui aussi été frappé intensément, engendrant des famines et des pénuries de denrées qui ont frappé des millions de personnes en Éthiopie, en Somalie, au Kenya et dans d'autres régions.

C'est du côté de l'Afrique du Nord, du Moyen-Orient et de l'Asie centrale — une grande partie du monde musulman! — que les sécheresses se sont aggravées aux dépens de la végétation entre 2000 et 2001. Par contre, la situation s'est sensiblement améliorée, si l'on peut dire, aux États-Unis et en Afrique centrale au cours de ces deux dernières années.

Depuis 1967, les sécheresses ont affecté 2,8 milliards de personnes sur la planète, un phénomène qu'intensifierait l'effet de serre causé par l'intense consommation d'hydrocarbures dans les pays industrialisés aux fins du transport et de la production d'énergie.

L'économie sociale à l'heure de la mondialisation

Des militants de partout dans le monde sont à Québec pour changer les règles du jeu

ROBERT DUTRISAC
DE NOTRE BUREAU
DE QUÉBEC

L'économie sociale veut se doter d'une organisation internationale pour structurer l'action du tiers secteur à l'échelle planétaire. À la mondialisation à saveur néolibérale, on oppose « la mondialisation par le bas ».

À Saint-Augustin-de-Desmaures, en banlieue de Québec, quelque trois cents acteurs de l'économie sociale en provenance d'Europe, d'Afrique, d'Amérique latine, du Québec et du Bangladesh ont donné le coup d'envoi, hier, à la deuxième Rencontre internationale sur la globalisation de la solidarité, qui se déroule jusqu'à vendredi. La première rencontre a eu lieu en 1997 à Lima, au Pérou.

« Le constat d'échec de l'économie néolibérale mondialisée n'est plus à faire », a lancé Guy Hascouët, membre du Parti vert français et Secrétaire d'État à l'économie solidaire en France. Ce nouveau secrétariat voué au tiers secteur a été créé il y a 18 mois. Il faut changer les règles du jeu d'une mondialisation qui a surtout avantagé les pays riches — au premier chef, leurs financiers — et appauvri les pays pauvres. « Soit qu'on reste dans l'hypocrisie dans laquelle on vit depuis un certain temps et on aura amplifié par "x" ce qui se passe actuellement au niveau international dans 10, 15 ou 30 ans. Il n'y a pas de

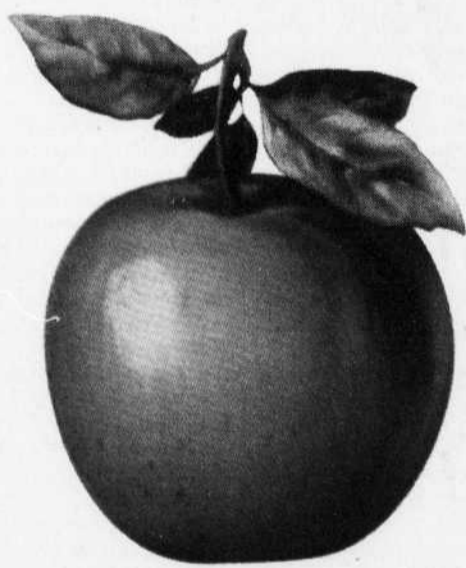
soin d'être grand devin pour savoir ça », a-t-il dit au Devoir. Soit qu'on crée des règles du jeu qui permettent à chacun d'avoir un espoir. « Éradiquer le terrorisme, c'est l'immédiat. Mais éradiquer la haine, ça c'est la durée. »

Beaucoup moins tranchée, la vice-première ministre et ministre d'État à l'Économie et aux Finances, Pauline Marois, qui a demandé et obtenu les responsabilités du tiers secteur, a rappelé que l'économie conventionnelle a ses limites, ce que l'État, traditionnellement, a cherché à pallier. Aujourd'hui, la « culture entrepreneuriale » des entreprises d'économie sociale au Québec permet de développer des « secteurs oubliés ou négligés » par l'entreprise privée, a-t-elle souligné. À ce chapitre, près de 2 % du produit intérieur brut du Québec est imputable au tiers secteur, qui génère des revenus de 4,2 milliards, et ce, en ne prenant pas en compte les grandes coopératives agricoles et Desjardins.

À titre de président du Groupe d'économie solidaire du Québec, Gérard Larose a cité l'exemple du réseau des garderies, issues des groupes communautaires et contrôlées localement par les parents et les professionnels qui assurent les services. Pour fournir un service public, l'économie sociale, « c'est le modèle le plus efficace à tout point de vue », mieux que le secteur privé, mieux que l'État, estime l'ex-syndicaliste. « Il faut sortir de la bipolarité État-privé ou État-marché », a dit Gérard Larose.

Boni +1%
la première année pour les nouveaux fonds REER

LES OBLIGATIONS
À TAUX PROGRESSIF
PLACEMENTS
QUÉBEC



Ceci n'est pas une pomme.

C'est le fruit de vos investissements.

Qui sème des Obligations à taux progressif Placements Québec récolte...

La flexibilité : remboursables chaque année à leur date anniversaire sans pénalité.

La progressivité : taux avantageux fixés pour 10 ans.

La tranquillité : garanties sans limites par le gouvernement du Québec.

Année	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
Taux annuels (%)	3,50*	3,20	3,90	4,80	5,55	6,40	6,90	7,30	7,60	8,00

* Taux incluant le boni de 1 % la première année pour les nouveaux fonds REER



Placements
Québec

NOTRE INTÉRÊT À TOUS

1 800 463-5229
www.placementsqc.gouv.qc.ca

Région de Québec,
521-5229.

Du lundi au vendredi, de 8 h à 20 h
et les samedis d'octobre et de
novembre, de 10 h à 16 h

• LES ACTUALITÉS •

Transport

Bourque promet d'aider les jeunes et les handicapés

FRANÇOIS CARDINAL
LE DEVOIR

Pierre Bourque a dévoilé le volet transport de sa plate-forme électorale, hier, un train de promesses sans grandes surprises: prolongement de lignes de métro, soutien au transport en commun, implantation de stationnements incitatifs, etc. «L'essentiel a déjà été annoncé dans le plan de transport du gouvernement», a même candidement reconnu le chef de l'Equipe Bourque/Vision Montréal.

Pour attirer les journalistes toutefois, M. Bourque a dû ajouter quelques engagements originaux à sa liste d'épicerie en plus de parcourir le chemin entre Montréal et Mont-Royal, là où avait lieu la conférence de presse, à bord d'un train de banlieue (vide pour l'occasion, cependant). Ainsi, le maire sortant a annoncé qu'une fois élu, il bonifierait les subventions au transport adapté, améliorerait le réseau de pistes cyclables sur l'île et introduirait une carte à 30 \$ pour les jeunes et les étudiants qui utilisent le transport en commun.

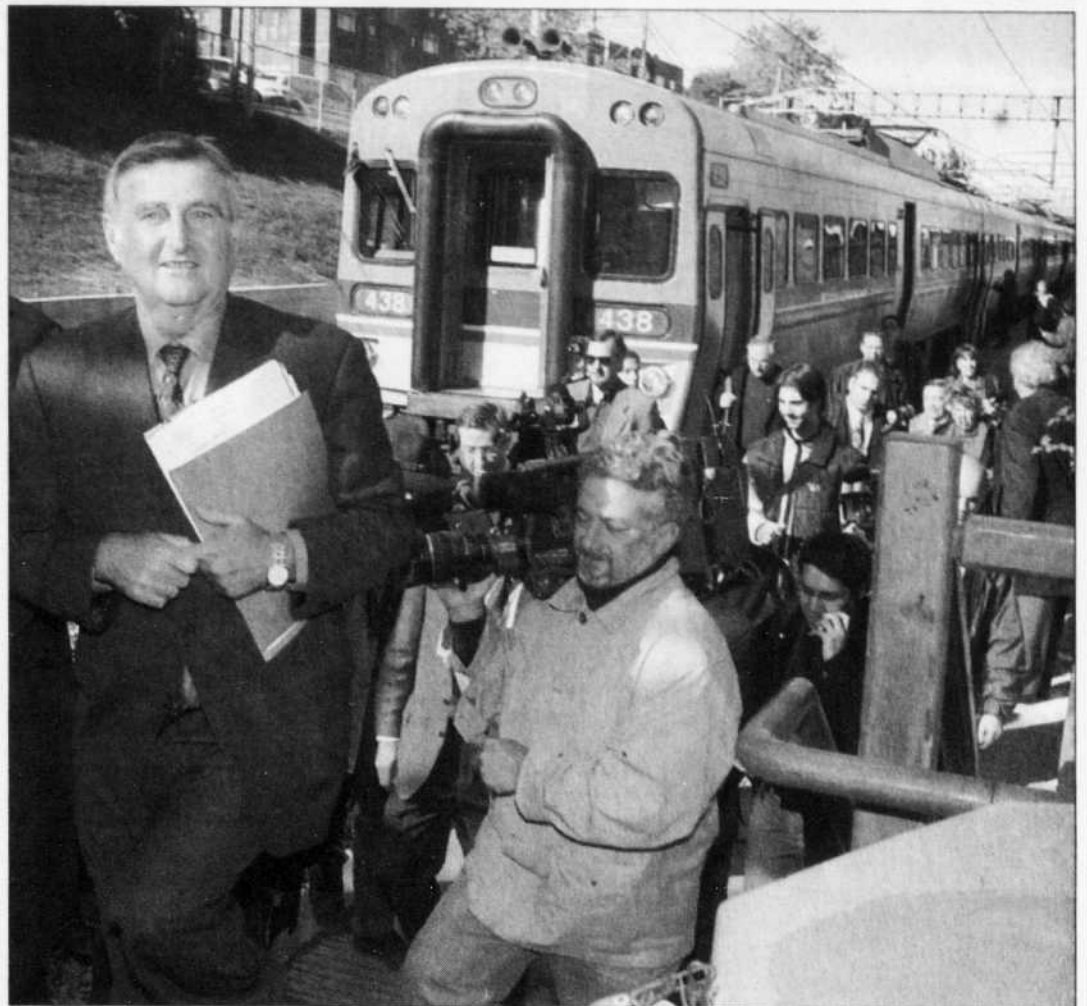
«En vertu du budget du transport adapté [25 millions dont le quart est assumé par la Ville], nous ne pouvons répondre à la demande de déplacements des personnes à mobilité réduite. Les besoins sont de l'ordre de 1,6 million de déplacements, mais nous ne pouvons

répondre qu'à près de 1,3 million.» M. Bourque s'engage donc à faire passer à 35 millions l'enveloppe globale, une augmentation de dix millions dont seulement 25 % seraient pris en charge par Montréal.

Du côté des pistes cyclables, le candidat à la mairie a promis un chèque de dix millions sur quatre ans pour le développement du réseau sur l'île. Cette aide s'ajouterait aux cinq millions que Québec s'est déjà engagé à débours. Ces dépenses serviraient prioritairement, dans une future administration Bourque, à aménager des voies cyclables tout autour de l'île de Montréal.

Considérant «élevé» le prix actuel d'une carte autobus-métro-train pour les jeunes et les étudiants, il s'est également engagé à faire passer de 48 \$ à 30 \$ le prix d'un tel laisser-passer.

Par ailleurs, le chef de l'Equipe Bourque a affirmé que les pourparlers autour de son projet de train magnétique entre Montréal et New York sont encourageants. M. Bourque aimerait qu'un tel lien ferroviaire voit le jour d'ici «huit à dix ans» avec l'aide du secteur privé sur une des voies désaffectées du CP. «Un projet de plusieurs milliards de dollars». «Il y a beaucoup d'intérêt du côté de l'Europe, a-t-il indiqué, du côté des Allemands en particulier. On a rencontré des représentants des banques allemandes, la Deutsch Bank notamment, à ce sujet. Un comité a également été mis sur pied.»



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Pierre Bourque s'est offert un petit voyage en train de banlieue pour dévoiler son programme en matière de transport.



— Produit de beauté —

la **Focus LX**

2002

- Transmission manuelle 5 vitesses
- Moteur 2 L SPI 4 cyl.
- Antidémarrage SecuriLock^{MC}
- Verrouillage électrique des portes
- Réglage de la hauteur du siège du conducteur
- Banquette arrière divisée 60/40

exigez **recevez**
5 ANS
100 000 km
GARANTIE
GROUPE MOTOPROPULSEUR

199\$*
/mois
Mise de fonds
ou échange équivalent

2 600 \$

1 300 \$

0 \$

Mensualité

199 \$/mois

229 \$/mois

259 \$/mois

Location 48 mois

Mise de fonds
de 2 600 \$Transport
inclusChoisissez le
paiement sur
48 mois qui vous
convient le mieux

Prix d'achat de 14 970 \$**

VOS CONCESSIONNAIRES FORD DU QUÉBEC



www.ford.ca

1000
DE DÉMOS
PAR
DIPLOME

*Transport inclus. Dépôt de sécurité de 250 \$, mise de fonds et première mensualité exigés. Immatriculation, assurances, taxes et frais d'inscription au Registre des droits personnels et réels mobiliers en sus. Des frais de 0,08 \$ du kilomètre après 80 000 kilomètres et d'autres conditions s'appliquent. Sous réserve de l'approbation du crédit. **Transport 740 \$ et taxes applicables en sus. Ces offres ne peuvent être combinées avec aucune autre offre, exception faite de la remise aux diplômés. La garantie du groupe motopropulseur est de 5 ans ou 100 000 km (au premier terme atteint). Voyez votre concessionnaire pour obtenir tous les détails.

LES ACTUALITÉS



Aux Baux Soleils, les types d'habitation sont diversifiés et répartis autour d'un grand terrain commun.

JACQUES GRENIER LE DEVOIR

HUMAINS

SUITE DE LA PAGE 1

Mais le soutien reste léger car la participation des locataires est de plus en plus requise dans les OSBL. Pour les clientèles les plus lourdes, il peut s'agir de participer à un souper communautaire par mois. Ailleurs, on demandera de siéger au conseil d'administration de la résidence, ou de passer un coup de balai dans l'escalier commun, ou de *caller* le bingo du mercredi après-midi.

Les premiers OSBL n'en exigeaient pas tant. Ils avaient d'abord été créés pour les sans-abri, au début des années 80, en raison de l'état pitoyable des maisons de chambre à Montréal. Ils ont continué leur expansion « parce qu'il fallait bien trouver une porte de sortie quand les gouvernements ont mis fin à la construction de HLM et que l'État a sorti les malades des institutions! », dit Pierre Goyer, coordonnateur du tout nouveau Réseau québécois des OSBL d'habitation, créé l'an dernier. Le vieillissement de la population est aussi un élément qui a joué dans l'explosion de la demande.

La participation des locataires s'est imposée avec le temps. La Maison des aînés, dans le quartier Rosemont à Montréal, en est un bel exemple, comme le raconte son directeur Robert Laramée — qui est président du Réseau... et candidat aux côtés du maire Pierre Bourque aux élections municipales.

« La Maison a été créée il y a 11 ans, grâce à un projet-pilote de la Société d'habitation du Québec. Mais tout était à inventer, alors je faisais tout: l'animation, servir les repas, la comptabilité... Des locataires se sont donc offerts pour m'aider. C'est là que j'ai compris que les gens ont du temps et de l'énergie à donner si on les encourage à le faire. On a continué dans cette philosophie. »

Aujourd'hui, la moyenne d'âge des 53 locataires de la Maison est de 80 ans: la secrétaire-trésorière a 90 ans et la réceptionniste, plus de 70 ans. « Ma résidente la plus dynamique était amputée des deux jambes! », se rappelle même Robert Laramée, qui insiste: « Se sentir dans leur maison, c'est ce qui donne à mon monde le goût de se lever le matin. »

La Maison des aînés a été suivie d'une résidence pour les moins de 55 ans, quelques rues plus loin, et un autre projet de logements pour aînés est en voie de réalisation. Et là comme dans tous les autres OSBL, les listes d'attente sont pleines.

Pourtant, ces résidences sont souvent créées au terme de chaudes batailles. À Hull, par exemple, un premier OSBL d'habitation pour anciens itinérants, « Mon chez-nous », a ouvert ses portes en 1999. Il a pris la place d'un cinéma laissé depuis 23 ans à l'abandon et qui est devenu méconnaissable tant l'endroit est coquet.

Mais il a fallu quatre ans de travail pour y arriver: le gouvernement avait versé une subvention qui devait être complétée par de l'argent du « milieu ». Mais nul ne s'empressait de financer l'affaire. Le groupe communautaire à l'origine du projet a même organisé une loterie pour trouver des sous. Tout ça en tentant de convaincre un voisinage farouchement opposé à une telle résidence.

Aujourd'hui, les 17 locataires qui s'y trouvent ont tous le sourire aux lèvres: il y en a même un qui se présente aux élections municipales de novembre!

« Je n'imaginais pas que c'était possible une place de même. J'étais pas malheureux avant mais j'étais en dehors de la société. Ici, je suis dans la société », résume Edouard, qui avait pourtant été bien réticent à quitter son bois pour s'installer ici. Et en mars, lors du deuxième anniversaire de la maison, les voisins autrefois mécontents sont venus s'excuser tant l'intégration s'est bien effectuée.

Une enquête menée en 1998 à Montréal auprès de locataires d'OSBL pour clientèles marginalisées le dit bien: non seulement ces locataires ne craignent plus les coquerelles, les incendies (fréquents dans les taudis), les expulsions ou les hausses de loyer, mais surtout, on ne les considère plus comme « les fous du bloc ». Ce qui est, en soi, un puissant facteur d'intégration.

Demain: le HLM nouveau à l'heure des fusions municipales



JACQUES NADEAU LE DEVOIR
Cécile, 90 ans, une résidente de la Maison des aînés à Rosemont.

Dimanche au soir à Châteauguay

Aux Baux Soleils offre un milieu de vie hétérogène

JOSÉE BOILEAU
LE DEVOIR

Les OSBL d'habitation ne sont-elles que pour les gens qui ont des problèmes? Non, dit-on à Châteauguay, où une OSBL pour familles à petits ou moyens revenus existe depuis près de dix ans. Une expérience qui sert de plus en plus de modèle.

« L'idée de départ, c'était d'aider les familles monoparentales, pour qui il manquait de logements dans la région. Mais on ne voulait pas juste les mettre dans un logement ou, au contraire, les prendre totalement par la main », explique François Giguère, du Comité de logement social de Châteauguay.

Le groupe a donc développé une formule hybride: mêler la participation des locataires, comme dans une coopérative, en y ajoutant une aide professionnelle, comme on en trouve dans les OSBL d'habitation. Et peu à peu, on a intégré au projet des logements pour les familles, les personnes âgées, les célibataires, les handicapés...

Cela a donné un ensemble immobilier qui a fière allure: Aux Baux Soleils regroupe aujourd'hui 46 ménages... et 69 enfants! Chacun loge dans différents types d'habitation répartis autour d'un grand terrain

commun. On trouve même des maisons familiales de six pièces et demie qui disposent chacune de leur cour.

« La Société d'habitation du Québec, qui octroie les subventions pour les projets de logement social, voulait, par mesure d'économie, qu'on ait un édifice en hauteur. Il a fallu se battre pour les faire changer d'idée! », raconte Pierre Lagrenade, travailleur communautaire au CLSC de Châteauguay.

À la différence d'une coop, gérée exclusivement par les résidents, M. Lagrenade siège au conseil d'administration des Baux Soleils, aux côtés de six locataires. Il assure, explique-t-on, une continuité quand les membres du conseil changent, un appui pour la gestion et la comptabilité, un lien entre les différents OSBL de la région et, en tant que non-résident, un élément d'objectivité si des conflits se développent.

Le mouvement coopératif, lui, voit d'un mauvais œil cette dérive des OSBL qui lui fait directement concurrence. « On n'est pas contre les OSBL, mais une OSBL-familles, franchement, on ne comprend pas. Si les gens peuvent partir une OSBL, pourquoi alors ne pas carrément faire une coop? », demande Jacques Côté, directeur de la Coopérative d'habitation des Cantons-de-l'Est à Sherbrooke. N'y

a-t-il pas danger que des non-résidents finissent par faire prévaloir leurs vues? fait-on notamment valoir.

Pourtant, le modèle de Châteauguay fait des petits, non seulement dans les alentours — à Mercier, Saint-Rémi, Sainte-Martine, Saint-Constant —, mais ailleurs au Québec.

Il a ainsi suscité l'intérêt de Diane Blais, du Collectif féministe de Rouyn-Noranda, qui a été engagée en juin par le Fonds de lutte à la pauvreté pour concevoir un projet de logement social dans sa région. Non qu'il y manque a priori de logements, mais ceux-ci sont chers ou en mauvais état.

« Et il y a les conditions de vie aussi. C'est dur sur le budget de commencer à chauffer un logement en septembre! dit-elle. Notre objectif, c'est d'avoir des logements abordables pour que les familles, surtout les monoparentales, aient de l'argent pour manger une fois le loyer payé. »

Mme Blais a visité des HLM, des coops, mais c'est Châteauguay et sa mixité sociale qui l'a conquise.

« Beaucoup de femmes ne veulent pas de HLM: elles ont peur du ghetto, du vandalisme, de la violence... Quand tu sors d'une relation difficile, tu ne veux même plus entendre de bruit autour de toi! »

« Les coopératives, c'est pour une clientèle plus privilégiée. Quand tu es pauvre, c'est dur de tout prendre en charge. C'est pour ça que Châteauguay est un beau modèle: les gens se sont pris en main, mais avec de l'aide. C'est une formule souple et personnalisée. »

Benny Farm

La SIC laisse tomber le plus important projet communautaire de Montréal

JOSÉE BOILEAU
LE DEVOIR

L'un des plus vastes projets de logements communautaires de Montréal, le projet Benny Farm à Notre-Dame-de-Grâce, se bute à une fin de non-recevoir de la part de la Société immobilière du Canada (SIC), l'organisme fédéral à qui appartient le site.

La SIC veut plutôt développer elle-même l'emplacement de 13 acres, un projet qui n'en est toutefois « qu'à ses balbutiements », reconnaît son porte-parole.

« Nous avons appris à la fin septembre que le protocole d'entente que nous avions signé avec la SIC pour acheter le terrain ne serait pas reconduit, et que cette décision est irrévocable », a dit hier en conférence de presse Miriam Green, présidente du Fonds foncier communautaire Benny Farm.

Pourtant, font valoir les membres du Fonds — des architectes, urbanistes, représentants de groupes communautaires, etc. —, leur projet Benny Farm 2000 est viable et bien ficelé. Il prévoit la construction de 133 logements et la rénovation des 312 logements, répartis dans 52 immeubles, où logeaient jusqu'à tout récemment d'anciens combattants.

On y trouverait autant des coopératives que des OSBL d'habitation (par exemple pour de jeunes han-

dicapés) et même des condos de 70 000 \$ pour la classe moyenne et de 150 000 \$ pour les plus fortunés. Le Fonds offre 5,7 millions de dollars pour l'acquisition du terrain, soit le prix du marché disent les membres. Des constructeurs privés sont aussi prêts à participer au projet et la Caisse d'économie des travailleurs et travailleuses du Québec fournira les prêts.

Le Fonds en appelle donc au ministre fédéral des Travaux publics et des Services gouvernementaux, Alfonso Gagliano — de qui relève la SIC — pour qu'il soutienne son projet, vu le manque crucial de logements abordables à Montréal.

M. Gagliano est présentement à l'extérieur du pays, mais selon les informations obtenues par *Le Devoir*, il ne risque guère de contrecarrer la SIC tant il estime que les arguments de celle-ci sont solides.

Le porte-parole de la SIC, Gordon McIvor, indiquait hier que les discussions durent depuis trois ans avec les gens qui défendent Benny Farm 2000. Le site a été retiré du marché pendant tout ce temps.

« Mais comme on ne peut bloquer indéfiniment un emplacement du genre, on a conclu en avril une entente avec eux pour que les discussions débouchent au bout de six mois. À la fin août, on s'est rendu compte qu'aucune des trois conditions exigées n'était respectée, particulièrement celle d'avoir un finance-

ment ferme pour leur projet », de dire M. McIvor.

L'avenir du site Benny Farm, construit par le gouvernement fédéral en 1946, fait l'objet de débats depuis 10 ans. Le nombre d'anciens combattants diminuant, le fédéral les a relogés dans de nouveaux édifices dans un coin du site. Que faire du reste? Des promoteurs ont voulu acquérir les lieux pour construire des condos de luxe, des groupes communautaires ont plutôt exigé que les 300 logements sur place — passablement délabrés — soient rénovés et réservés aux faibles ou moyens revenus.

Le groupe de Benny Farm 2000 a le soutien de Jean Fortier, président du comité exécutif de la Ville de Montréal, et de la Société d'habitation du Québec, mais ces appuis — exprimés dans des lettres officielles — ne font pas fléchir la SIC, qui a plutôt décidé de développer elle-même le site. La SIC a été créée en 1995 précisément pour développer et vendre les propriétés excédentaires du gouvernement fédéral.

« Nous comprenons la déception des gens, mais nous constatons que nous avons, comme société commerciale, des ressources qu'ils n'ont pas pour développer nous-mêmes. Et nous réserverons une partie du site au logement social comme nous l'avons fait ailleurs au Canada », conclut M. McIvor.

Culture inc.

Investir dans la culture est profitable pour une ville

Montréal doit miser sur ses atouts, dit le consultant européen Robert Palmer

STÉPHANE BAILLARGEON
LE DEVOIR

Alors que la culture est la grande absente de la campagne électorale en cours à Montréal, Robert Palmer, conseiller depuis vingt ans auprès de métropoles européennes, avertit au contraire que les grandes villes gagnent à tout coup en faisant des forces culturelles un des moteurs principaux de leur développement.

Voilà ce que M. Palmer va annoncer ce matin, en prononçant la conférence d'ouverture du premier Sommet de la culture de Montréal. La rencontre, qui clôt des mois de consultation, devrait attirer des représentants du milieu culturel de la métropole québécoise désireux « de faire entendre davantage sa voix

et de faire valoir son rôle moteur dans le développement et l'épanouissement de la nouvelle ville. »

« En me basant sur mes expériences, je peux affirmer que le développement économique sans la reconnaissance de la personnalité artistique et culturelle d'une ville ne mène à rien », dit Robert Palmer, rencontré hier après-midi. Investir dans la culture est extrêmement profitable. Montréal bénéficie d'avantages culturels extraordinaires, qui font l'envie d'innombrables villes dans le monde. Ne pas utiliser ces atouts, ne pas miser sur la créativité, dans une large perspective, incluant l'architecture, le design, la gastronomie ou les médias, me semblerait un non-sens. »

Originaire de Toronto, le consultant a passé les deux dernières décennies à élaborer des stratégies et des politiques dans le domaine de la culture. Il a

personnellement administré le projet de régénération des villes de Glasgow et de Bruxelles, en plus de conseiller Lisbonne, Anvers, Copenhague, Stockholm, Barcelone et Rotterdam.

« L'idée fondamentale est de coordonner les forces vives, dit-il en résumant les points communs entre toutes ces villes. Il faut recentrer les préoccupations politiques autour de la culture, alors que les administrations ont davantage tendance à la marginaliser. Il faut surtout définir des projets concrets. Toutes les villes avec lesquelles j'ai travaillé ont accouché de plans précis, misant sur leurs avantages réels. »

Glasgow offre un exemple de ce qui peut être accompli avec de la volonté politique traduite en argent sonnante. Ville pauvre, la capitale écossaise a été la première à assurer sa régénération « en offrant aux

créateurs des moyens et en multipliant les infrastructures culturelles », résume M. Palmer.

Pour amorcer cette mutation, il y a douze ans, l'administration de Glasgow a doublé tout d'un coup ses budgets réservés à la culture. Ils sont passés à douze millions (sans compter les fonds au réseau des bibliothèques), la moitié des nouveaux fonds étant réservée aux artistes et aux créateurs. Le budget culturel municipal était de moins de 1 % dans les années 1980, comme à Montréal; il totalise maintenant 4 % du total. « Nous avons développé des studios d'artistes et organisé des réseaux », explique celui qui a dirigé le service des Cultural Affairs de la ville de 1991 à 1997. « Nous avons misé sur les relations culturelles internationales en encourageant les artistes à circuler dans le monde. »

Je vote!

AVIS PUBLIC DE RÉVISION DE LA LISTE ÉLECTORALE

AVIS EST DONNÉ AUX ÉLECTEURS DE LA NOUVELLE VILLE DE MONTRÉAL QUE :

- La liste électorale de la nouvelle Ville de Montréal a été déposée au bureau du président d'élection le 5 octobre 2001. Elle fera l'objet d'une révision à compter du 12 octobre 2001.
- Pour être électeur et avoir le droit d'être inscrit sur la liste électorale municipale, toute personne doit, le 1^{er} septembre 2001 :
 - être âgée de 18 ans ou plus ;
 - être de citoyenneté canadienne ;
 - ne pas être frappée d'une incapacité prévue par la loi ;

et remplir l'une des conditions suivantes :

- être domiciliée sur le territoire de la municipalité, le 1^{er} septembre 2001, et au Québec depuis au moins le 1^{er} mars 2001, ou
- être propriétaire d'un immeuble situé sur le territoire de la municipalité depuis au moins le 1^{er} septembre 2000 et avoir transmis au président d'élection une demande écrite d'inscription sur la liste électorale, ou
- être occupant d'un établissement d'entreprise situé sur le territoire de la municipalité depuis au moins le 1^{er} septembre 2000 et avoir transmis au président d'élection une demande écrite d'inscription sur la liste électorale.

Dans le cas d'un immeuble appartenant à des copropriétaires indivis ou d'un établissement d'entreprise occupé par des cooccupants, seul le copropriétaire indivis ou le co-occupant désigné au moyen d'une procuration signée par la majorité des copropriétaires

ou des cooccupants, qui sont des électeurs le 1^{er} septembre 2001, a le droit d'être inscrit sur la liste électorale comme propriétaire de l'immeuble ou occupant de l'établissement d'entreprise. Ces procurations doivent être transmises au bureau du président d'élection.

Malgré ce qui précède, une personne qui est un électeur à plus d'un titre ne peut être inscrite sur la liste électorale qu'à un seul de ceux-ci, selon l'ordre de priorité suivant :

- 1^o à titre de personne domiciliée ;
- 2^o à titre de propriétaire unique d'un immeuble ;
- 3^o à titre d'occupant unique d'un établissement d'entreprise ;
- 4^o à titre de copropriétaire indivis d'un immeuble ;
- 5^o à titre de cooccupant d'un établissement d'entreprise.

- Dans le cas d'une demande d'inscription d'une personne domiciliée, la personne qui fait la demande doit indiquer l'adresse précédente du domicile de la personne dont l'inscription est demandée et doit présenter deux documents dont l'un mentionne le nom et la date de naissance et l'autre, le nom et l'adresse du domicile de la personne dont l'inscription est demandée.

- La liste électorale pourra être consultée et les demandes d'inscription (électeurs domiciliés seulement), de radiation ou de correction seront reçues aux dates et heures suivantes :

12 et 16 octobre	10 h 00 à 13 h 00 14 h 30 à 17 h 30 19 h 00 à 22 h 00
13, 14 et 17 octobre	10 h 00 à 13 h 00 14 h 30 à 17 h 30
15 octobre	14 h 30 à 17 h 30 19 h 00 à 22 h 00

aux bureaux des commissions de révision situés aux adresses suivantes :

ARRONDISSEMENT L'ÎLE-BIZARD/ SAINTE-GENEVIÈVE/ SAINTE-ANNE-DE-BELLEVUE

Hôtel de ville
350, montée de l'Église
L'Île-Bizard
(514) 696-3084

Hôtel de ville
109, rue Sainte-Anne
Sainte-Anne-de-Bellevue
(514) 696-3084

ARRONDISSEMENT PIERREFONDS/SENNEVILLE

Hôtel de ville
13665, boulevard de Pierrefonds
Pierrefonds
(514) 620-1934

ARRONDISSEMENT KIRKLAND

Hôtel de ville
17200, boulevard Hymus
Kirkland
(514) 693-1920

ARRONDISSEMENT BEACONSFIELD/ BAIE-D'URFÈ

Hôtel de ville
303, boulevard Beaconsfield
Beaconsfield
(514) 693-2005

ARRONDISSEMENT POINTE-CLAIRE

Hôtel de ville
451, boulevard Saint-Jean
Pointe-Claire
(514) 630-4141

ARRONDISSEMENT DOLLARD-DES-ORMEAUX/ROXBORO

Centre civique
12001, boulevard De Salaberry
Dollard-des-Ormeaux
(514) 685-2077

ARRONDISSEMENT DORVAL/L'ÎLE-DORVAL

Hôtel de ville
60, avenue Martin
Dorval
(514) 636-4774

ARRONDISSEMENT SAINT-LAURENT

Hôtel de ville
777, boulevard Marcel-Laurin
Saint-Laurent
(514) 748-0532

ARRONDISSEMENT AHUNTSIC/CARTIERVILLE

- district Cartierville :
Carré Gouin
5995, boulevard Gouin Ouest, bureau 302
Montréal
(514) 336-0425
- district L'Acadie :
1500-1510, rue Viel
Montréal
(514) 331-7012
- district Ahuntsic :
10794, rue Lajeunesse, sous-sol
Montréal
(514) 389-2033
- district Saint-Sulpice :
9443, rue Lajeunesse
Montréal
(514) 389-6494
- district Sault-au-Récollet :
2430, rue SauvÉ Est
Montréal
(514) 388-2869

ARRONDISSEMENT MONTRÉAL-NORD

Centre des loisirs
11121, avenue Salk
Montréal-Nord
(514) 328-5580

ARRONDISSEMENT RIVIÈRE-DES-PRAIRIES/ POINTE-AUX-TREMBLES/MONTRÉAL-EST

- district Marc-Aurèle-Fortin :
8079, avenue André-Ampère
Montréal
(514) 494-1396
- district Rivière-des-Prairies :
8904, boulevard Maurice-Duplessis
Montréal
(514) 494-8560
- district Bout-de-l'Île :
13850, rue De Montigny
Montréal
(514) 498-4787
- district Pointe-aux-Trembles :
Centre communautaire Roussin
12125, rue Notre-Dame Est, bureau 109
Montréal
(514) 645-1605

ARRONDISSEMENT ANJOU

7811, boulevard Roi-René
Anjou
(514) 352-5509

ARRONDISSEMENT SAINT-LÉONARD

Bibliothèque municipale
8420, boulevard Lacordaire
Saint-Léonard
(514) 325-1881

ARRONDISSEMENT VILLERAY/ SAINT-MICHEL/PARC-EXTENSION

- district Jean-Rivard :
3701, rue Villeray
Montréal
(514) 723-4576
- district Saint-Michel :
8042, boulevard Saint-Michel
Montréal
(514) 722-3135
- district Villeray :
911, rue Jean-Talon Est,
bureau 6, rez-de-chaussée
Montréal
(514) 279-9831
- district Jarry :
306, rue Villeray
Montréal
(514) 278-3780
- district Parc-Extension :
906, rue Jean-Talon Ouest
Montréal
(514) 276-3878

ARRONDISSEMENT MONT-ROYAL

Hôtel de ville
90, avenue Roosevelt
Mont-Royal
(514) 733-7447

ARRONDISSEMENT OUTREMONT

Patinoire municipale
999, avenue McEachran
Outremont
(514) 495-7117

ARRONDISSEMENT CÔTE-DES-NEIGES/ NOTRE-DAME-DE-GRÂCE

- district Darlington :
6767, chemin de la Côte-des-Neiges,
bureau 204
Montréal
(514) 736-1292

- district Côte-des-Neiges :

5720, avenue Decelles
Montréal
(514) 343-3498

- district Snowdon :

5153, boulevard Décarie
Montréal
(514) 488-6514

- district Décarie :

Complexe de santé Reine-Élisabeth
2111, avenue Northcliffe, bureau 184,
rez-de-chaussée
Montréal
(514) 483-0486

- district Notre-Dame-de-Grâce :

6202, avenue Somerled
Montréal
(514) 485-6566

- district Loyola :

5312, avenue Patricia
Montréal
(514) 483-0631

ARRONDISSEMENT CÔTE-SAINT-LUC/ HAMPSTEAD/MONTRÉAL-OUEST

Hôtel de ville
5801, boulevard Cavendish
Côte-Saint-Luc
(514) 483-1771

ARRONDISSEMENT LACHINE

Hôtel de ville
1800, boulevard Saint-Joseph
Lachine
(514) 634-6195

ARRONDISSEMENT LASALLE

Hôtel de ville
55, avenue Dupras
LaSalle
(514) 363-5751

ARRONDISSEMENT VERDUN

Hôtel de ville
4555, rue de Verdun
Verdun
(514) 761-1636

Centre communautaire Elgar
260, rue Elgar
Île des Soeurs
Verdun
(514) 761-1636

ARRONDISSEMENT SUD-OUEST

- district Émard :
6415, boulevard Monk
Montréal
(514) 768-5769
- district Louis-Cyr :
C.R.C.S. Saint-Zotique
75, square Sir-George-Étienne-Cartier
bureau 108
Montréal
(514) 937-9144
- district Pointe-Saint-Charles :
2483, rue Centre
Montréal
(514) 937-5748

ARRONDISSEMENT WESTMOUNT

Hôtel de ville
4333, rue Sherbrooke Ouest
Westmount
(514) 932-7746

ARRONDISSEMENT VILLE-MARIE

- district Peter-McGill :
2020, rue University, bureau 1055
Montréal
(514) 288-2604

- district Saint-Jacques :

1001, boulevard De Maisonneuve Est,
bureau 585
Montréal
(514) 598-7363

- district Sainte-Marie :

2348, rue Hochelaga
Montréal
(514) 526-8654

ARRONDISSEMENT PLATEAU-MONT-ROYAL

- district Plateau-Mont-Royal :
2250, avenue du Mont-Royal Est
Montréal
(514) 529-6660
- district Jeanne-Mance :
3680, rue Jeanne-Mance, bureau 310
Montréal
(514) 844-7775
- district Mile End :
5115, avenue De Gaspé, bureau 350
Montréal
(514) 276-1461
- district Laurier :
Église Saint-Stanislas-de-Kostka
4815, rue De Lanaudière, sous-sol
Montréal
(514) 529-5708

ARRONDISSEMENT ROSEMONT/PETITE-PATRIE

- district Saint-Édouard :
Église Saint-Arsène
1025, rue Bélanger, sous-sol
Montréal
(514) 495-1858
- district Louis-Hébert :
1402, rue Beaubien Est
Montréal
(514) 495-6598
- district Étienne-Desmarteau :
3880, rue Bélanger
Montréal
(514) 728-6893
- district Vieux-Rosemont :
2587A, rue Masson
Montréal
(514) 728-7937
- district Marie-Victorin :
4356, rue de Bellechasse
Montréal
(514) 723-4114

ARRONDISSEMENT MERCIER/HOCHELAGA-MAISONNEUVE

- district Hochelaga :
3886, rue Hochelaga
Montréal
(514) 252-5097
- district Maisonneuve :
2484, rue Viau
Montréal
(514) 259-1221
- district Louis-Riel :
6283, rue Beaubien Est
Montréal
(514) 252-5485
- district Longue-Pointe :
7821, rue Notre-Dame Est
Montréal
(514) 351-0964
- district Tête-aux-vents :
Église Saint-Bernard (chapelle)
520, rue Joffre
Montréal
(514) 355-0728

Donné à Montréal,
le 10 octobre 2001

Le président d'élection,
Léon Laberge



Tous les bureaux des commissions de révision sont accessibles aux personnes handicapées.

(514) 864-1065 • www.transitionmontreal.org/election

ÉLECTION
MONTRÉAL
4 NOVEMBRE 2001

É D I T O R I A L

Craquelins
made in USA

Décidément, ils nous surprendront toujours, ces Américains! Décoller d'Allemagne et voler pendant 24 heures sans escale jusqu'en Afghanistan pour y larguer 36 000 portions individuelles de nourriture, incluant du beurre d'arachide et de la confiture, est-ce là l'idée qu'ils se font de l'aide alimentaire en temps de guerre?

L'aide humanitaire aux habitants d'Afghanistan n'est pas due aux derniers événements. En quelques années, l'ONU et les organisations non gouvernementales (ONG) ont distribué des millions de tonnes de nourriture pour éviter que cinq des 26 millions d'Afghans ne meurent de faim. Depuis la menace de frappes militaires, les talibans ont mis fin au travail de l'ONU, vidé ses bureaux, saisi le matériel de communications et des milliers de tonnes de nourriture.

Selon les représentants du Programme d'aide alimentaire de l'ONU (PAM), il faudrait distribuer au moins un million de tonnes de nourriture, surtout de l'huile, du riz et du sucre, aux habitants qui en ont le plus besoin pour passer l'hiver. Une opération désormais menacée par la fermeture des frontières et les bombardements.



Jean-Robert Sansfaçon

C'est avec ce rapide portrait en tête qu'on peut évaluer la portée du geste fait par l'armée des États-Unis depuis le début des bombardements, dimanche dernier. En quelques jours, l'aviation américaine aura largué tout au plus quelques dizaines de milliers de petits paquets contenant une portion individuelle de riz ou de fèves aux tomates, des craquelins, du beurre d'arachide ou de la confiture et, comble du raffinement, des ustensiles de platique et une min

serviette humide, jetables bien entendu. Le tout enrobé dans une pellicule plastifiée jaune portant le drapeau américain et l'inscription «Food gift from the people of the United States of America». L'histoire ne dit pas si un petit bac vert accompagne l'emballage jaune pour la récupération des emballages.

Risible, en somme, et visiblement destiné à accompagner la campagne militaire afin de prouver au peuple afghan que les Américains ne s'attaquent pas à eux, mais aux talibans. D'ailleurs, le secrétaire d'État américain à la Défense l'a implicitement reconnu en affirmant, hier, que cette façon de faire n'était pas idéale et qu'elle ferait place à une distribution au sol plus systématique dès que la sécurité serait rétablie. La Croix-Rouge ne s'est pas non plus scandalisée en rappelant que l'aide humanitaire, la vraie, viendrait une fois que les canons se seront tus.

Voilà d'ailleurs le plus important dans cette histoire: que l'armée américaine tente de contrer la propagande des talibans en larguant quelques tonnes de fèves aux tomates, pourquoi pas? Pourvu qu'elle n'ait pas la prétention de qualifier cette opération de propagande de sauvetage humanitaire!

Ce qui importe avant tout, c'est qu'ils s'engagent, eux et leurs alliés, à rétablir le plus vite possible les corridors de sécurité nécessaires à une distribution systématique et soutenue de denrées de base dans les zones touchées par la famine; qu'ils s'engagent aussi à injecter l'argent nécessaire pour la reconstruction des infrastructures civiles et la relance de la vie économique. Car c'est une chose d'affirmer que l'on ne veut pas s'attaquer au peuple afghan, c'en est une autre de le prouver en ouvrant dans ce pays, une fois les talibans écartés du pouvoir, un large front d'aide au développement dont l'Occident n'aurait pas honte.

jrnsansfacon@ledevoir.ca

Faire plaisir aux jeunes

Poussé dans le dos par les associations étudiantes et soucieux de rehausser la popularité de son parti auprès des jeunes, le ministre de l'Éducation, François Legault, vient d'abolir la «taxe à l'échec» au cégep. L'échec scolaire répété n'entraînera donc plus de pénalité financière. En revanche, les étudiants à risque bénéficieront d'un soutien accru et systématique. S'il se matérialise, l'encadrement des jeunes constituera un réel pas en avant. Depuis le temps qu'on en parle!

Horriifiée devant des taux d'abandon effarants, l'ex-ministre de l'Éducation, Pauline Marois, avait imposé, à l'automne 1996, une pénalité pour chaque cours non réussi, au delà de deux échecs. Au début, la taxe a semblé avoir un impact et son imposition ne semblait pas encourager le décrochage. Mais les associations étudiantes n'ont eu de cesse de prétendre qu'il était présomptueux d'associer la réduction des échecs à l'imposition de la pénalité, surtout depuis le rehaussement des exigences d'entrée au cégep. Mais, aussi incroyable que cela puisse paraître, aucune évaluation scientifique ne fut effectuée.

Aujourd'hui, autant le ministère de l'Éducation que la Fédération des cégeps sont pourtant prêts à dire que la mesure n'a pas produit les résultats escomptés. Quant aux associations étudiantes, elles louent le courage du ministre qui leur a finalement donné raison.

Il est bien évident que l'établissement d'une pénalité financière n'était pas la solution idéale au problème des échecs répétés. Mais, dans un monde où l'argent a une plus grande valeur que l'apprentissage académique, les fonctionnaires du MEQ avaient sans doute estimé qu'en touchant à leur portefeuille, on fouetterait l'ardeur des jeunes.

La pénalité étant chose du passé, le ministre, de concert avec les directions de cégep, promet donc maintenant de la remplacer par un soutien pédagogique accru pour les étudiants à risque. Une orientation louable, certes, mais on nous permettra d'attendre avant de sabler le champagne. Ne parlez-vous pas depuis belle lurette de la nécessité de mieux encadrer les jeunes, propulsés subitement dans une ambiance universitaire qui est loin de convenir à tous ces jeunes adultes dont bon nombre sont encore plongés dans l'adolescence? On veut bien croire le temps des grands coups de hache passé dans le réseau de l'éducation, mais va-t-on vraiment accroître les ressources disponibles pour l'encadrement?

Souhaitons que les associations étudiantes, si promptes à dénoncer la taxe à l'échec, encourageront cette responsabilisation étudiante. Car c'est là que se trouve l'ultime clé de la réussite, et ce n'est pas chose facile dans une société qui valorise l'accumulation de biens matériels même à un âge où toutes les énergies devraient être consacrées à la formation.

Les causes des difficultés reliées au niveau collégial sont multiples. Mais, compte tenu du faible pourcentage de jeunes qui décrochent un diplôme, le ministre de l'Éducation a mille fois raison de dénoncer la situation actuelle. Le temps est venu de suivre les collèges de près. Ou de songer à les transformer radicalement.

LE DEVOIR

FONDÉ PAR HENRI BOURASSA
LE 10 JANVIER 1910
FAIS CE QUE DOIS

Directeur BERNARD DESCÔTEAUX
Rédacteur en chef JEAN-ROBERT SANSSAÇON
Vice-présidente finances et administration CATHERINE LABERGE
Directeur de l'information MICHEL VENNE
Directeurs adjoints de l'information PIERRE BEAULIEU,
MARIE-ANDRÉE LAMONTAGNE, LOUIS LAPIERRE
Directeur artistique CHRISTIAN TIFFET
Directeur, ventes publicitaires NICOLE CALESTAGNE



LETTRES

Espoir

Aujourd'hui, bien plus que jamais, j'ai espoir dans le pouvoir de la jeunesse. Je reviens tout juste d'une marche organisée par le Cégep de l'Outaouais, où les élèves sont descendus dans les rues de la région.

Ils ont exprimé leur désaccord avec les présailles qui s'organisent dans les hautes sphères du pouvoir. Ces mêmes jeunes, qu'on accuse souvent de naïveté et d'insouciance, ont démontré le contraire.

De façon tout à fait pacifique et civilisée (un exemple à suivre), ils ont opposé un non catégorique au racisme, à la guerre, à l'impérialisme. J'ai aujourd'hui espoir, espoir dans la génération de demain...

J'entends encore les «Bush, les nerfs, on veut pas d'ta guerre!».

Jean-François Benoit
Gatineau, 3 octobre 2001

J'y perds mon latin

Le 29 septembre dernier, j'ai participé à un examen de la fonction publique québécoise afin de combler des postes de réviseurs à la CSST. Une partie de cet examen consistait à rédiger une synthèse de différents textes, durant 90 minutes, sur un maximum de trois pages.

Les candidats à l'examen ont été avisés que la correction de cette partie ne tenait pas compte des fautes de français.

C'est vraiment le monde à l'envers: alors que le gouvernement se gargarise, avec le rapport Larose sur les États généraux de la langue française, que des ténors du PA clament à tout vent la protection du français et que des examens pré-admission ont été instaurés au niveau universitaire pour évaluer la qualité du français, voici comment la fonc-

tion publique recrute ses candidats!

La tâche principale d'un réviseur est de rédiger une décision en justifiant son raisonnement, en le détaillant et en l'appuyant sur des faits concrets après étude d'un dossier. Ces décisions peuvent parfois être portées en appel devant le Tribunal administratif du Québec. Si cela ne requiert pas un minimum de compétence de français, j'y perds mon latin.

Jean-Louis Landry
Longueuil, 3 octobre 2001

Les listes d'attente

Une liste d'attente peut servir à maximiser l'efficacité d'un service en répartissant la demande sur l'ensemble d'une période et ainsi éviter que des ressources soient sous-employées. Les listes d'attente pour obtenir des soins médicaux sont loin de toujours répondre à une recherche d'efficacité.

Tant et aussi longtemps que la demande de service dépasse l'offre, la liste d'attente s'allonge, théoriquement sans limite. Si l'offre vient à égaler la demande, la liste cesse de s'allonger mais ne diminue pas.

Alors, pour que la liste d'attente rétrécisse, il faut que l'offre dépasse la demande ou que les gens sur la liste disparaissent, par exemple en mourant. Si d'aventure les patients restent en vie, ce qui est quand même souhaitable, ils attendent et ils souffrent.

Ces attentes et ces souffrances sur une liste d'attente de longueur irrationnelle n'ont pas de sens. Les cas de guérison spontanée sont rares. L'état de santé d'un patient en attente de traitement peut s'aggraver et les soins, quand ils finiront par venir, coûteront plus cher. Au delà d'une certaine longueur, une liste d'attente fait augmenter les coûts de la santé.

François Beaulé
Montréal, 10 septembre 2001

L'amour existe encore?

Je voudrais qu'on m'explique pourquoi on donne actuellement de l'argent aux Américains. Les États-Unis sont incontestablement le pays, le plus riche au monde. Les citoyens de ce pays peuvent facilement assumer les frais de logement et de subsistance des sinistrés de New York.

D'ailleurs, les dons déjà recueillis démontrent qu'ils sont disposés à le faire.

En Irak, 5000 enfants meurent, chaque mois, privés par un blocus inhumain des aliments et des médicaments dont ils auraient eu besoin. Non loin, trois millions d'Afghans meurent, après 20 ans de guerre et trois ans de sécheresse extrême, exilés dans des camps de fortune dépourvus de tout.

Expliquez-moi pourquoi on ne donne ni notre argent, ni notre sang, ni notre cœur, pourquoi on n'allume pas de bougies, pourquoi on ne chante pas pour ces gens-là, si «l'amour existe encore?»

Monique Thibault
Sainte-Thérèse, 1^{er} octobre 2001

Le terrorisme

Le terrorisme c'est zéro
Ceux qui le font se croient héros
Ils ont déclaré la guerre
Dans les avions

Il y avait des relations
Entre amis
Et entre ennemis
Pour finir
Il n'y a plus beaucoup d'avenir
Pour ceux qui ont fait ça!
Emmanuelle Poisson
11 ans
École secondaire de Blainville
Octobre 2001

LIBRE OPINION

Pour une télévision non violente

MONIQUE RICHARD

Présidente de la Centrale des syndicats
du Québec (CSQ)

RENÉ CARON

Comédien
Président de l'Association TROP (Travail
de réflexion pour des ondes pacifiques)

Dans la paisible ville de Jonesboro en Arkansas, deux adolescents de 11 et 13 ans, en tenue de camouflage, armés jusqu'aux dents avec des fusils de chasse et des pistolets, tirent sur des fillettes, en tuent quatre et leur institutrice, en blessent onze autres durant une fusillade qui a duré quatre minutes. Quel drame horrible qui nous rappelle l'hécatombe de Polytechnique, le 6 décembre 1989, où quatorze jeunes filles avaient subi le même sort monstrueux. C'est depuis cet événement tragique que l'Association TROP a entrepris sa campagne de sensibilisation à la non-violence auprès des jeunes étudiants et de leurs parents.

Plusieurs pays s'interrogent sur l'influence de la violence sur les ondes et des études montrent que le bombardement d'images violentes observées par les enfants à la télévision, au cinéma, dans les jeux vidéo et sur Internet les influence grandement.

Étant conscients que la violence n'est pas sur le point de disparaître de nos écrans malgré les pressions de plus en plus fortes de plusieurs organismes, il importe d'éduquer nos enfants pour qu'ils soient mieux préparés à y faire face.

Ces émissions ou jeux qui ont la cote auprès des jeunes leur font miroiter rêve et évasion à la pointe d'un revolver, d'une lame ou d'un poing. Il nous apparaît dangereux de banaliser

la violence au point de la faire croire naturelle et nous sommes inquiets devant une telle évolution du paysage audiovisuel.

C'est dans cette optique que TROP, la Centrale des syndicats du Québec (CSQ), les Clubs optimistes du Québec et les Chevaliers de Colomb du Québec se sont associés pour proposer au milieu scolaire une activité de réflexion afin d'aider les jeunes à former leur propre jugement sur leur écoute télévisuelle, leurs jeux vidéo et leur usage d'Internet. Pour ce faire, un sondage accompagné d'un guide d'utilisation et d'une vidéocassette intitulée *La parole est aux jeunes* ont été acheminés aux enseignants.

En date du 31 mai 2001, le sondage TROP a été mené auprès de 150 000 jeunes à travers le Québec et dans l'Ontario francophone. Ce sondage a la particularité d'offrir trois versions adaptées pour la maternelle, la première et la deuxième année, pour les 2^e et 3^e cycles du primaire et pour le secondaire.

Si une émission ou un jeu a plus de deux qualificatifs négatifs, on le qualifie de violent. Reconnaître que l'on peut aimer une émission ou un jeu sans que celui-ci soit recommandable, c'est déjà un premier pas. Et c'est avec plusieurs petits pas que nous avancerons dans la bonne direction.

Nous divulguons les résultats de ce sondage afin de lancer aux télédiffuseurs et aux fabricants de jeux électroniques le message que les jeunes eux-mêmes nous ont transmis. Nous espérons que ces témoignages puissent avoir un impact sur la diminution de la violence dans les productions.

Toutes catégories d'âge confondues, les émissions considérées comme les plus violentes par les jeunes sont: *Les Simpsons*, *Poke-*

mon, *South Park*, *Digimon* et *Tag*. Pour ce qui est des jeux vidéo, il s'agit de *Golden Eyes*, *Diabolo*, *Resident Evil*, *Perfect Dark* et *Pokemon Stadium*.

Il est également intéressant de noter que les jeunes ont choisi comme émissions pacifistes des émissions et des jeux vidéo qui ont une cote d'écoute importante auprès de cette génération. C'est donc la preuve qu'il y a moyen de les intéresser sans avoir recours à la violence. La loi de l'offre et de la demande ne constitue pas une raison valable de la part de l'industrie.

Les émissions considérées comme non violentes sont *Sabrina*, *Radio Enfer*, *Quatre et demi*, *Clueless*, *MusiquePlus* et *Virginie*. Pour ce qui est des jeux vidéo, les jeunes ont choisi *Banjo Kazooie*, *Donkey Kong*, *Super Smash Bros*, *Mario Kart*, *Tony Hawk Pro Skater* et *Gran Turismo*.

Bien que les jeunes affirment candidement reconnaître que les émissions ou jeux vidéo à caractère violent ne les influencent pas outre mesure, ils disent également qu'après avoir écouté une émission ou il y a de la violence ou un jeu vidéo à saveur de gestion de conflits brutale, le goût de répéter ce qu'ils y ont vu (bataille, coups de poing, etc.) les stimule au plus haut point.

Ce que nous devons retenir de ce sondage, c'est que même si les jeunes sont capables d'identifier les émissions ou jeux vidéo violents, ils reconnaissent que ceux-ci influencent leur comportement et la gestion de leurs conflits.

Si les 150 000 jeunes rencontrés ont la sagesse de faire cet exercice, il nous semble réaliste de demander à l'industrie de faire une réflexion semblable et de répondre de ses responsabilités devant ces milliers de jeunes.

IDÉES

Penser après le 11 septembre

Ni américaniste ni antiaméricain

LOUIS CORNELIER
Critique d'essais québécois au Devoir

C'est une constante malheureuse, mais inévitable, des situations de crise: la pensée en souffre toujours, victime des appels à choisir son camp qui fusent de part et d'autre. Ainsi, il faudrait donc, depuis ce triste matin du 11 septembre, se brancher. Ne tergiverser plus, disent les nouveaux manichéens. Au «Tous Américains» publicitaire et propagandiste des uns s'oppose alors la théorie militante de l'arroseur arrosé des autres, deux positions carrées qui interdisent la dissidence... au nom de l'idéal démocratique. Dans les prochaines semaines, dans les prochains mois, il faudra pourtant refuser cette paralysante alternative si on souhaite continuer à penser hors des ornières de la propagande.

Les américanistes sentimentaux se trompent. Contrairement à ce qu'ils prétendent, les attentats de New York n'ont pas transformé subitement l'oncle Sam en pure victime que la compassion et la décence nous interdiraient de critiquer. En ce sens, continuer à dénoncer un certain impérialisme américain ne relève pas de l'antiaméricanisme primaire et haineux, mais d'un devoir intellectuel.

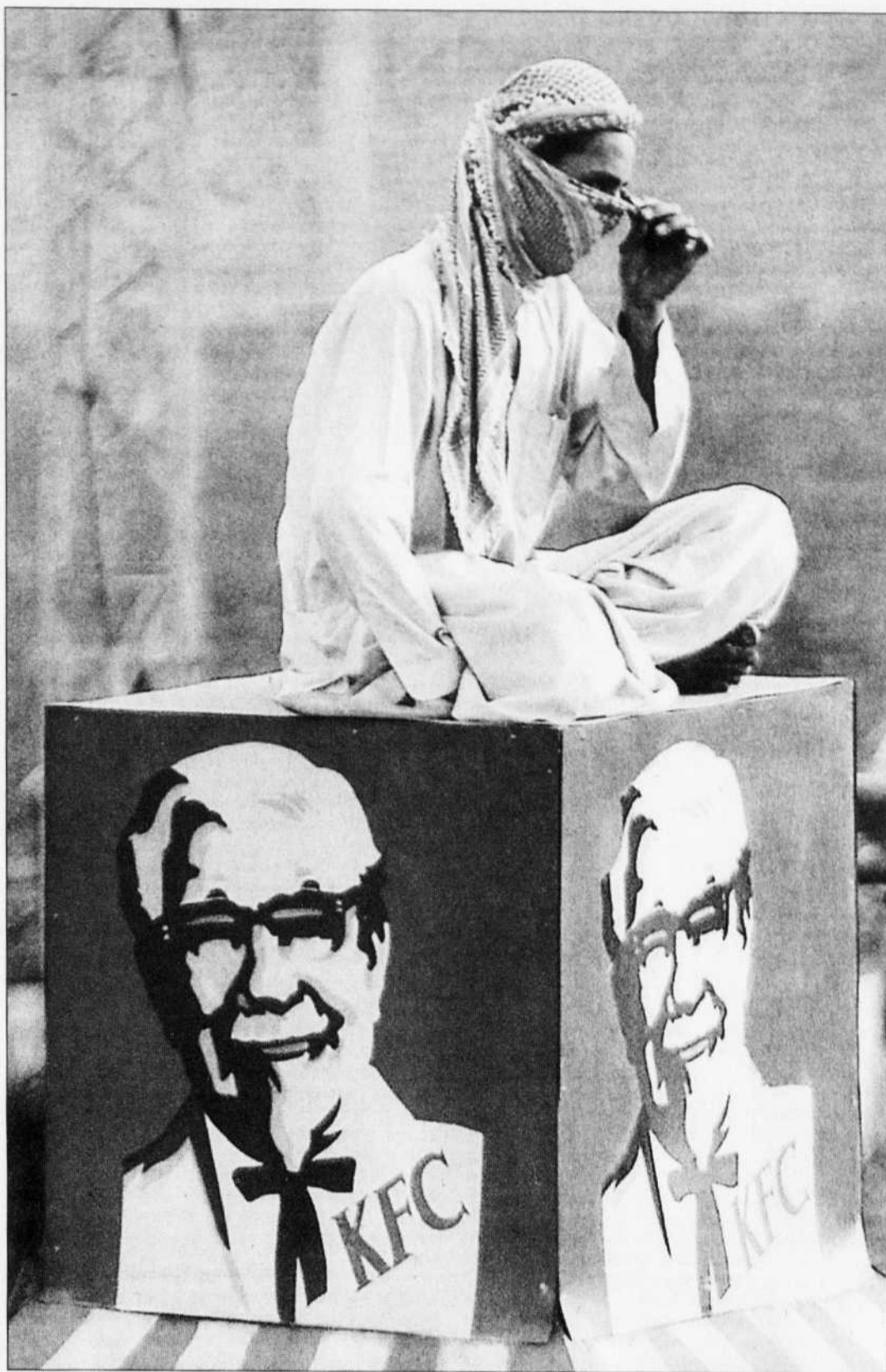
Des gens sont morts le 11 septembre qui ne le méritaient pas. D'autres sont morts avant, d'autres mourront après, ailleurs, qui ne le méritent pas non plus, et si la politique étrangère américaine en est la cause, on ne voit pas au nom de quel devoir de réserve il faudrait s'interdire de dénoncer cet état de fait. Les leaders états-unis, qui ne sont pas le peuple, n'ont pas les mains blanches. L'effondrement des tours ne les a pas transformés en enfants de chœur. Le dire, demain encore, relèvera du devoir de vérité et de justice. Pas du délire idéologique.

Les partisans de la théorie de l'arroseur arrosé se trompent. Ce ne sont pas des victimes excédées qui ont frappé le 11 septembre. Ce sont des intégristes. Ce n'est pas qu'un bourreau qu'ils ont visé, mais une civilisation. Pas seulement ses excès (capitalisme débridé, impérialisme militaire et marchand), mais ses fondements mêmes (liberté de conscience, laïcisme, tolérance, principe d'égalité des êtres). Ainsi, expliquer les attentats par un raisonnement cause (l'arrogance américaine) -conséquence (ils paient pour leurs fautes) relève d'une sorte de propagande du pauvre.

Les fanatiques n'ont que faire d'une quelconque injustice objective pour se convaincre de la justesse de leurs actes. Ils inventent, au besoin, les raisons de leur colère et de leur aveuglement. La preuve? Souvent, les plus fervents d'entre eux ne sont pas de réelles victimes, mais des bourreaux frustrés. La vérité (les injustices réelles) leur sert de propagande, d'écran pour camoufler le délire irrationnel qui les anime. Salman Rushdie n'a pas tort quand il dit que ces guerriers de l'ombre haïssent plus la liberté et les mini-pieux qu'ils ne luttent pour la justice, et c'est pourquoi ceux qui cherchent à expliquer et à comprendre cette catastrophe très particulière à partir d'un raisonnement politico-moral qui postule une dette américaine ont tort.

En cette heure solennelle où les libéraux nous somment d'appuyer aveuglément l'oncle Sam au nom des nobles valeurs qu'il incarne et où les autres, surtout à gauche, refusent de s'apitoyer sur le sort de l'injuste géant blessé, le rôle de l'intellectuel exige pourtant de refuser l'une et l'autre de ces conscriptions. Rien, absolument rien, ne justifiait les actes sanglants du 11 septembre. Rien, absolument rien, ne justifie l'impérialisme assassin pratiqué par les dirigeants états-unis depuis 50 ans.

Penser après le 11 septembre, cela devrait vouloir



PAWEŁ KOPCZYŃSKI REUTERS

Ce ne sont pas seulement les excès de la civilisation occidentale (capitalisme débridé, impérialisme militaire et marchand) que les intégristes ont frappés, mais ses fondements mêmes (liberté de conscience, laïcisme, tolérance, principe d'égalité des êtres).

dire être capable de soutenir l'une et l'autre de ces vérités. Les intégristes haïssent une liberté que nous chérissons et doivent, un par un s'il le faut et pour cette raison même, être combattus. Les leaders américains foulent aux pieds, aux quatre coins du monde, une liberté que nous chérissons et doivent être combattus au nom des promesses qu'ils ne tiennent pas. Ce n'est pas la même chose.

Des citoyens sont morts pour rien et doivent être

pleurés. Les intellectuels, quant à eux, doivent comprendre qu'il ne s'agit pas de renvoyer les bourreaux dos à dos, mais de combattre la barbarie partout où elle se trouve, c'est-à-dire sans jouer le jeu des bourreaux du bout du monde dont les promesses mêmes, contrairement à celles de nos dirigeants, donnent froid dans le dos. Penser après le 11 septembre sera une tâche complexe. Comme avant.

louiscornellier@parroinfo.net



Jean-Paul Brodeur

Terreur et communication

Tout ce qui terrifie n'est pas terrorisme. Les tueurs en série terrifient mais leur action, qui vise au premier chef la gratification sexuelle et s'accomplit dans le meurtre, n'a pas pour but de terroriser. Rien n'est plus terrifiant que le génocide mais celui-ci vise l'anéantissement physique d'une population et non sa déstabilisation psychologique par la terreur. Le terrorisme a beaucoup évolué depuis son commencement à la fin du XIXe siècle. Cette évolution est partie prenante dans la confusion où nous sommes plongés.

Le terrorisme est un comportement qui s'inscrit au sein d'une stratégie précisément ciblée. Cette stratégie met en prise trois cibles déterminées, soit une cible d'attention, une cible de terreur et une cible de revendication.

1. Un attentat terroriste vise d'abord à braquer l'attention du public sur une situation dénoncée. L'opinion publique n'est alors pas considérée dans son ensemble comme une cible de terreur mais plutôt comme un enjeu général que les terroristes tentent de s'approprier à leur profit. Si une certaine partie du public est traumatisée par l'attentat, une autre se mobilise au contraire en faveur de ses auteurs, tandis qu'une troisième reste indécise.

2. La cible de la terreur proprement dite est constituée par ceux qui font partie du même groupe que les victimes de l'attentat (une profession, une classe, des coreligionnaires, une ethnie).

3. La cible des revendications est formée par ceux qui peuvent satisfaire les exigences des terroristes (les pouvoirs publics, une firme privée rançonnée).

Le terrorisme de choc

Une première forme de terrorisme a sévi, en gros, de l'assassinat du tsar Alexandre II en 1881 jusqu'au début des années 1980. Elle se caractérise par deux traits: d'abord, par un primat de la communication sur la violence; ensuite, par la séparation des trois cibles précédemment distinguées. Le Front de libération du Québec présente un type achevé de cette première vague de terrorisme (avec la bande à Baader (RAF), l'IRA, l'ETA et les Brigades rouges). Le rôle de la violence, qu'on tente sans toujours y réussir de réduire à son minimum, est avant tout instrumental: son usage veut précipiter l'attention du public sur les revendications du groupe terroriste, qui signe explicitement ses attentats et énonce ses exigences par communiqué.

Le primat de la communication sur la violence est rendu possible par le caractère intranational des violences, les terroristes et leur public partageant un langage commun. Il est également facteur de clarification: le FLQ aura toujours souci de distinguer entre sa cible d'attention (de mobilisation) et sa cible de terreur, en s'affirmant au service de la classe ouvrière francophone dans sa lutte contre la classe des possédants (surtout anglophones) qui l'exploite. Les groupes sur le modèle du FLQ se présentent enfin comme l'avant-garde armée d'un mouvement légal dont la revendication politique et sociale est plus large que leurs propres exigences, souvent précises et adressées au gouvernement: la lecture publique d'un manifeste, l'appui à des grévistes ou la libération de prisonniers politiques.

La nature des revendications est tellement large qu'elle répugne à tout énoncé explicite

Le terrorisme de guerre

L'évolution du terrorisme se caractérise par un renversement diamétral de la relation entre violence et communication, qui s'explique en partie par son caractère transnational: les terroristes et leurs cibles n'ont plus de langage commun. La violence n'est donc plus le moyen subsidiaire d'un message; c'est au contraire la communication qui est reléguée au rôle d'incitatif à la violence et à la guerre sainte dans les foyers d'origine du terrorisme. Les attentats contre le vol d'Air India en juin 1985 et contre celui de la Pan Am, qui explose au-dessus de Lockerbie en décembre 1988, font respectivement 329 et 270 morts; le seul attentat contre le World Trade Center a fait en un seul jour plus de victimes que tous les groupes terroristes mentionnés plus haut. Cette oblitération du discours par la violence a rendu le terrorisme si opaque qu'on n'en distingue plus les auteurs ni les cibles.

Fait capital, les attentats ne sont plus revendiqués. Les cibles d'attention et de terreur sont devenues doublement confondues: d'abord, par les terroristes, qui s'en prennent à une nation «satanisée» dans son ensemble; puis, par le concert des nations amies, qui s'affirment également visées (toutes «américaines»). Finalement, la nature des revendications est tellement large qu'elle répugne à tout énoncé explicite — l'abandon de toutes les terres de l'islam par les incroyants. On ne sait plus à qui d'Israël, des États-Unis, de la Russie ou de l'Inde elles s'adressent. Incidemment, le rôle attribué en 1998 à la diffusion de communiqués dans le cadre des attentats projetés dans le métro de Montréal est un vestige des anciens usages et rend le rattachement de ces attentats au réseau de ben Laden fantaisiste. Il se pourrait même qu'on nous ait refait comme après la Crise d'octobre le coup des communiqués écrits par un informateur d'un service de renseignement.

Le résultat de cette évolution d'un terrorisme de choc vers un terrorisme de guerre a engendré en partie la confusion où l'on se trouve maintenant. L'ampleur de la violence déployée exigeait la mobilisation de moyens de rétorsion spectaculaires, alors que le mutisme déstabilisant des auteurs et des commanditaires des attentats fait que l'on ne sait trop où donner du missile.

Ben Laden et Takfir: la même mouvance islamiste

YVAN CLICHE

Politologue, spécialiste en affaires internationales au sein d'une grande entreprise, l'auteur a écrit un mémoire sur l'intégrisme islamique et publié plusieurs articles à ce sujet depuis 15 ans.

Le discours prononcé par ben Laden depuis l'Afghanistan et diffusé dans le monde entier reprend presque en tous points les mêmes thèmes développés par le groupe Takfir, qui a fait récemment les manchettes en raison du procès de ses membres tenu actuellement en France. C'est ce groupe qui aurait également planifié des attentats terroristes dans le métro de Montréal, en 1998.

Le mouvement Takfir, de son nom arabe complet Al Takfir wal Hijra (Anathème et émigration), est bien connu des milieux de renseignement en Égypte et dans le monde arabe. Il s'inscrit clairement dans la mouvance de l'intégrisme islamiste radical, prônant la violence contre les ennemis de l'islam, y compris les musulmans non ralliés à leur cause.

Plusieurs autres groupes véhiculent une idéologie semblable, qui promeut une rupture complète avec la société moderne actuelle, comme le désire également ben Laden, s'inspirant en cela du prophète Mohamed revenu triomphant à La Mecque au VII^e siècle pour faire la propagation de l'islam.

Takfir est apparu en Égypte, berceau de l'islamisme arabe, au début des années 70, sous l'instigation d'un ingénieur agronome, Chukri Mustafa, un ancien membre des Frères musulmans égyptiens, organisation forte et bien structurée fondée en 1927 par un instituteur, Hassan al-Banna.

L'idéologie du mouvement Takfir est particulière, en ce que ses adeptes considèrent comme impies

ciel, appuyé par des oulémas (docteurs de la foi) corrompus par le pouvoir établi. Toute la société est donc plongée en pleine jahiliyya, soit la noirceur associée à la période d'avant la venue de l'islam.

Pour éviter la corruption politique et idéologique, il faut donc se retirer de la société, «émigrer» donc (d'où le nom de l'organisation) et créer une nouvelle communauté de croyants véritables. Cette association de vrais fidèles deviendra le fer de lance de l'assaut contre la société actuelle, pour y instaurer la Charia (Loi musulmane).

L'idée avait à l'époque pénétré assez d'esprits pour que des hommes et des femmes s'implantent dans des quartiers délabrés du Caire, capitale de l'Égypte, pour mettre en œuvre l'idéologie de l'organisation.

L'organisation initiale a toutefois été décapitée vers la fin des années 70. Ayant kidnappé un ancien ministre des Biens religieux et exigeant rançons et libération de prisonniers, le mouvement, déjà sous surveillance, sera démantelé lorsque des sentences de mort seront prononcées et exécutées par les autorités égyptiennes.

Cela n'empêchera pas une organisation de la même mouvance idéologique, Al Jihad, de prendre le relais et de se venger de la violence du pouvoir envers les islamistes radicaux: le 6 octobre 1981, le président égyptien, Anouar El Sadate, est assassiné par balle en plein défilé militaire par un militant d'Al Jihad.

Le mouvement Takfir, comme d'autres se donnant divers vocables, est réapparu dans les années 80 dans certains cercles du Moyen-Orient et du Maghreb, grâce notamment à la ferveur d'islamistes embrigadés lors de la guerre contre les Russes en Afghanistan. Le départ des Russes a été interprété par nombre de combattants musulmans venus de l'extérieur pour prêter main-forte aux guerriers locaux,

dont un certain ben Laden, comme un gain de l'islam contre les infidèles, un signe qu'il fallait étendre le combat sur d'autres fronts, y compris dans le territoire de l'ennemi, principalement au sein de sa principale puissance, les États-Unis.

Un idéologie commun: Sayyid Qutb

Tous ces mouvements radicaux ont un point commun: ils tirent leur inspiration de l'idéologue Sayyid Qutb (1906-1966), véritable théoricien de l'islamisme radical. Ayant vécu aux États-Unis entre 1948 et 1950, Qutb en revient dégoûté par la promiscuité sexuelle et les valeurs matérialistes qui selon lui y prédominent.

En 1964, il publie la bible de l'islamisme radical, Repères sur la route. Il s'agit d'un réquisitoire sans nuance contre la société moderne, plongée dans un gouffre spirituel et moral. Il y prône la souveraineté de Dieu (hakimiyya), qui viendra par le jihad armé, à l'instar du prophète Mohamed, revenu victorieux à La Mecque à la suite de son combat contre les infidèles. (Cette période marque le début du calendrier musulman, l'Hégire). Selon Qutb, il convient de changer le monde à la faveur de l'islam puritain, débarrassé des valeurs occidentales qui le contaminent et qui expliquent la déchéance de l'oumma (communauté des croyants musulmans). Considéré comme l'instigateur d'un complot visant à renverser le régime, Qutb sera pendu en 1966 par les autorités égyptiennes et élevé au rang de martyr par ses adeptes.

Bien que ses écrits datent de quelques décennies, Sayyid Qutb a laissé une œuvre qui inspire encore les islamistes radicaux d'aujourd'hui, et particulièrement ceux, idéologues et exécutants, favorisant la réalisation d'actions violentes contre l'Occident.

L'ÉQUIPE DU DEVOIR

LA RÉDACTION Journalistes à l'information générale et métropolitaine: Gérard Dallaire (adjoint au directeur de l'information), Valérie Dufour (général), François Cardinal (actualité municipale), Marie-Andrée Chouinard (éducation) Yves d'Avignon (sports); Paule des Rivières (éditorialiste), Jean Dion, Louis-Gilles Francoeur (environnement), Benoît Munger (responsable du site Internet), Dominique Remy, José Boileau, Eric Desrosiers, Pauline Gravel (scientifique), Brian Myles (justice et faits divers), Isabelle Paré (santé); Michel Garneau (caricaturiste); Diane Précourt (pages éditoriales, responsable des pages thématiques); Martin Duclos et Christine Dumazet (relucteurs); Jacques Grenier et Jacques Nadeau (photographes); à l'information culturelle: Michel Belair (responsable), Stéphane Baillargeon (théâtre), Paul Cauchon (médias), Caroline Montpetit (livres), Odile Tremblay (cinéma), Bernard Lamarche (arts visuels); à l'information économique: Gérard Bérubé (adjoint au directeur de l'information), Claude Lévesque, Claude Turcotte, René Lewandowski; à l'information internationale: Jean-Pierre Legault, Guy Taillefer, Serge Truffaut (éditorialiste); à l'information politique: Hélène Buzzetti, Manon Cornéliier (correspondants parlementaires à Ottawa), Mario Cloutier et Robert Dufour (correspondants parlementaires à Québec), Kathleen Lévesque; Marie-Hélène Alarie (secrétaire à la rédaction); Louise-Maude Rioux Soucy (communis); La documentation: Gilles Paré (directeur); Manon Derome, Serge Laplante (Québec), Rachel Rochefort et LA PUBLICITÉ ET LE MARKETING: Jacqueline Avril, Jean de Billy, Manon Bouchard, Gyslaine Clôté, Martin Fournier, Véronique Géraud, Anouk Hurburt, Christiane Legault, Jacques A. Nadeau, Claire Paquet, Micheline Ruelland, (publicitaires), Laurence Theriault (directrice adjointe), Manon Blanchette, Sylvie Laporte, Martine Bérubé (secrétaires); LA PRODUCTION Christian Goulet (responsable de la production), Claudine Bédard, Michel Bernatchez, Philippe Borne, Johanne Brunet, Danièle Cantara, Richard Des Cormiers, Donald Filion, Yanick Martel, Olivier Zaida. PROMOTION ET TIRAGE: Linda Theriault (responsable intérimaire), Hélène Gervais, Dominique Larivière, (responsable de la promotion des abonnements), Monique L'Heureux, Lise Lachapelle, Rachelle Leclerc. L'ADMINISTRATION Nicole Carmel (responsable des services comptables), Céline Furoy, Olivier Lachambre (contrôleurs), Ghislaine Ladure, Claudette Béliveau (secrétaire administrative), Danièle Laperrière, Caroline Perrier, Danielle Ross. LA FONDATION DU DEVOIR Roger Boisvert (vice-président exécutif) et directeur général.

LE DEVOIR

ACTUALITÉS

ANJOU

SUITE DE LA PAGE 1

plus tard, soit à 11h02, un appel est fait au numéro de cellulaire de M. Berardinucci à partir de la résidence de M. Miranda.

Le 22 novembre, jour de vote par anticipation, un appel avait aussi été effectué par le cellulaire de M. Miranda à celui de M. Berardinucci, qui était déjà à l'œuvre pour modifier le résultat des élections. Cet appel a duré 1 minute 13 secondes.

Dans les trois jours précédant le vote, les 27, 28 et 29 novembre, au moins une communication a été établie chaque jour entre les appareils de MM. Miranda et Berardinucci.

Confronté à ces faits lors d'un entretien avec *Le Devoir*, M. Miranda n'a pas nié avoir parlé à M. Berardinucci. Tout au plus s'est-il interrogé sur le nombre d'appels. «*De cellulaire à cellulaire, il n'y a pas eu huit appels*», a-t-il dit. De même, selon lui, il serait étonnant que des appels aient été effectués à partir de sa résidence puisqu'il s'y trouve rarement. «*Ça me surprendrait*», dit-il, ajoutant qu'il s'agit d'*informations qui ne sont pas retracées*».

Le rapport d'enquête est toutefois formel. On y mentionne que le Directeur général des élections (DGE) a eu «*une autorisation pour obtenir des renseignements sur les abonnés qu'il [M. Berardinucci] appelait fréquemment*»; les numéros de téléphone cellulaire et de la résidence de M. Miranda font partie de cette liste.

Mais qu'avaient donc à se dire ces deux hommes en pleine campagne électorale provinciale? M. Miranda a expliqué aux enquêteurs du DGE, ce qu'il a répété au *Devoir*, que Berardinucci tentait fréquemment, au cours de l'automne 1998, de communiquer avec lui pour obtenir un assouplissement de la réglementation municipale aux fins d'ouvrir des bars dans Anjou.

«*Ces gens-là sentent qu'il y a une porte d'entrée parce qu'ils nous ont aidés. On ne peut pas fonctionner comme ça*», affirme au *Devoir* M. Miranda, qui reconnaît qu'Alberto Berardinucci a été benévole lors de sa propre campagne à la mairie d'Anjou en 1997.

Dans leur rapport, les enquêteurs du DGE soulignent que M. Berardinucci «*n'avait jamais mentionné qu'il voulait ouvrir ces établissements dans la ville d'Anjou*».

Malgré ces vingt appels, Luis Miranda soutient ne pas «*fréquenter*» Alberto Berardinucci. «*Ça fait pas loin d'une vingtaine d'années que je le connais. Qu'on le veuille ou non, après avoir travaillé pour nous [aux élections municipales de] 1997, il est resté quelqu'un que l'on voit, qu'on côtoie comme c'est le cas pour 400 personnes qui ont travaillé pour nous*», dit-il.

Lorsqu'il a été interrogé le 31 août 1999, Luis Miranda a limité ses relations avec l'équipe libérale du candidat Lamoureux lors des élections de 1998 à sa participation à l'inauguration du local libéral et au party du candidat victorieux le soir de l'élection. Il reconnaît de plus être passé au local des libéraux environ une heure au cours de la journée du scrutin. Par contre, M. Miranda qualifie ses liens avec le député du Parti québécois d'alors, le ministre Pierre Bélanger, de «*ni chaud ni froid*».

M. Miranda est candidat aux présentes élections municipales pour l'Équipe Tremblay/Union des citoyens de l'île de Montréal. M. Miranda dit avoir «*parlé vaguement*» de ces questions avec son chef Gerald Tremblay. Il voit toutefois d'un mauvais œil que son nom soit associé au fraudeur Berardinucci, qui a aussi travaillé pour le maire Pierre Bourque en 1998, rappelle-t-il.

Dès lors que le jugement Boisvert a été rendu public, M. Bourque a montré la porte à son candidat dans Saint-Léonard, Dominic Moschella, ami personnel d'Alberto Berardinucci et propriétaire du Château Princesse où a été orchestrée la fraude.

Invité la semaine dernière à commenter les éléments mentionnés dans le jugement concernant M. Miranda, Gerald Tremblay s'est montré tranchant. «*Ce n'est pas parce qu'on mentionne un nom dans un jugement que la personne est coupable. S'il a parlé à certaines personnes, c'est une chose, mais s'il a commis des irrégularités, c'est autre chose. Et pour nous, l'intégrité du système est essentielle, a-t-il soutenu. C'est le fondement même de la démocratie. On n'acceptera aucune irrégularité pendant la campagne électorale*».

M. Miranda s'étonne de l'intérêt manifesté à l'endroit des liens qui peuvent l'unir aux libéraux d'Anjou et au fraudeur Berardinucci. Il se demande si «*des gens veulent faire de la politique avec ça*». «*Je trouve bizarre que Le Devoir s'acharne beaucoup sur ce dossier-là, ajoute-t-il. En temps et lieu on y répondra. Une chose est certaine, nous, on n'a rien à se reprocher*».

LE DEVOIR

Les bureaux du *Devoir* sont situés au 2050, rue De Bleury, 9^e étage, Montréal (Québec), H3A 3M9 ☎ Place-des-Arts Ils sont ouverts du lundi au vendredi de 8h30 à 17h. Renseignements et administration: (514) 985-3333

Le site Internet du *Devoir*: www.ledevoir.com

La publicité

Au téléphone (514) 985-3399
Par télécopieur (514) 985-3390
Extérieur de Montréal 1-800-363-0305 (sans frais)

Les avis publics et appels d'offres

Au téléphone (514) 985-3344
Par télécopieur (514) 985-3340

Les petites annonces et la publicité par regroupement

Au téléphone (514) 985-3322
Par télécopieur (514) 985-3340

Les abonnements

Au téléphone (514) 985-3355
du lundi au vendredi de 7h30 à 16h30
Par télécopieur (514) 985-5967
Par courriel abonnements@ledevoir.com
Extérieur de Montréal 1-800-463-7559 (sans frais)

Le *Devoir* est publié du lundi au samedi par Le Devoir Inc. dont le siège social est situé au 2050, rue De Bleury, 9^e étage, Montréal, Québec, H3A 3M9. Il est imprimé par Imprimerie Québec St-Jean, 800, boulevard Industriel, Saint-Jean sur le Richelieu, division de Imprimeries Québec Inc., 612, rue Saint-Jacques Ouest, Montréal. L'Agence Presse Canadienne est autorisée à employer et à diffuser les informations publiées dans *Le Devoir*. *Le Devoir* est distribué par Messageries Dynamiques, division du Groupe Québec Inc., 900, boulevard Saint-Martin Ouest, Laval. Envoi de publication — Enregistrement n° 0858. Dépôt légal: Bibliothèque nationale du Québec.

ÉMOI

SUITE DE LA PAGE 1

une quinzaine de personnes en tout, ont été examinés mais ont pu quitter les lieux. L'analyse du contenu de l'enveloppe pourrait prendre entre deux et quatre jours. L'évacuation a touché plus d'une soixantaine de personnes qui pourront réintégrer l'immeuble sans crainte ce matin, assure Michel Viau, du SPIM. «*Il n'y a aucune crainte pour ces gens-là et leurs proches*», ajoute-t-il.

Est-ce qu'une évacuation sera ordonnée chaque fois qu'on reçoit une enveloppe du *Sun*? «*Demain matin, si la même chose se reproduit, on va regarder la situation de nouveau. Peut-être est-ce que ça va nécessiter le même déploiement ou peut-être moins selon la chaîne de manipulation et le résultat de l'enquête en cours*», précise M. Viau. Les Canadiens ne devraient pas craindre les attaques bioterroristes, a pour sa part déclaré hier le ministre fédéral de la Santé, Allan Rock, qui croit que «*la plus grande menace, actuellement, c'est la peur*». D'un ton qu'il voulait rassurant, le ministre a ajouté que rien n'indique que le Canada puisse être la cible d'attaques bactériologiques comme celle qui pourrait avoir eu lieu aux États-Unis, et son ministère travaille à parfaire sa préparation pour contrer de telles attaques. Ainsi, des doses d'antidotes et d'antibiotiques sont achetées et entreposées en divers endroits au pays, prêtes à être distribuées en cas d'alerte. Les réseaux de communication avec les autorités provinciales sont revus et la recherche sur ces substances chimiques est accélérée.

Aux États-Unis, l'enquête sur les deux cas de maladie du charbon, dont l'un mortel, qui viennent de survenir en Floride, ressemble de plus en plus à une investigation criminelle. Le FBI et les autorités sanitaires américaines estiment de moins en moins probable une contamination «*sans intervention humaine*». Il s'agit du premier cas enregistré aux États-Unis depuis 1976.

La présence de la bactérie chez un collègue de bureau de la première victime, puis la suspicion hier d'un troisième cas — finalement démenti — ont vite relancé l'hypothèse criminelle. D'autant que la maladie du charbon est très rare chez l'homme et qu'elle ne se transmet pas directement de personne à personne. De plus, des

spores ont été retrouvées sur le clavier d'ordinateur du premier malade, une situation complètement inhabituelle, selon les spécialistes.

Les deux hommes étaient employés au journal *The Sun*, un tabloïd local de Boca Raton (Floride). La première victime, Bob Stevens, était photographe. Son collègue, un Américain-Cubain de 73 ans, travaille au service courrier et a été hospitalisé au départ pour une pneumonie. Selon les autorités américaines, celle-ci est peut-être sans rapport avec la bactérie de l'anthrax isolée dans ses voies nasales.

Les enquêteurs évoquent une contamination soit par des courriers envoyés aux victimes, soit par les systèmes d'aération de l'immeuble. L'hypothèse d'une vaporisation aérienne, bien que moins probable, n'est pas totalement exclue, d'autant que plusieurs des pilotes kamikazes lors des attentats du 11 septembre avaient résidé à proximité.

Due à *Bacillus anthracis*, l'anthrax ou maladie du charbon peut affecter tous les mammifères, en particulier les ruminants. La bactérie agit surtout par la sécrétion d'une toxine et l'homme en est plus rarement atteint car il y est moins sensible. Le mode de contamination le plus fréquent se fait par voie cutanée, au contact d'un animal malade, et provoque l'apparition d'un œdème puis d'une lésion noire sur la peau. Plus rarement, les humains se contaminent par voie digestive, en ingérant des animaux atteints. Assez rare dans les pays industrialisés où l'abattage est assez contrôlé, cette transmission digestive de l'anthrax n'est pas exceptionnelle dans les pays en voie de développement. Enfin, on peut contracter la maladie en inhalant des spores par voie nasale ou pulmonaire.

Cette maladie peut être grave, mais elle est sensible à de nombreux antibiotiques si le traitement est précoce. Elle se déclare généralement en quelques jours, mais l'incubation peut être plus longue, de 30 à 60 jours. Si l'hypothèse d'une contamination par voie aérienne semble la plus probable pour les cas américains, les spécialistes croient cependant peu à la transmission par un courrier.

Avec la Presse canadienne et Libération

DÉCHIREMENTS

SUITE DE LA PAGE 1

Plus de 200 personnes ont été arrêtées par la police depuis lundi. Des manifestations se sont déroulées dans tout le pays à l'appel des organisations islamiques qui dénoncent à la fois les États-Unis et le président pakistanais Pervez Musharraf, coupable à leurs yeux d'appuyer l'action de Washington.

Hier, trois personnes ont été tuées près de Quetta, dans l'ouest du Pakistan, lors de heurts entre la police, qui a ouvert le feu, et des manifestants protestant avec violence contre les frappes américaines en Afghanistan.

La police a déclaré qu'elle avait tiré pour se défendre contre des manifestants particulièrement déterminés qui tentaient de détruire un poste de police à Kuchlak, à 20 km environ au nord de Quetta, capitale de la province de Balouchistan. «*Maintenant la situation se normalise, mais des forces de la police et des unités paramilitaires ont été déployées dans la ville, particulièrement dans les zones peuplées par des Afghans, parce que ce sont eux qui ont provoqué les troubles*», a-t-il indiqué.

L'aéroport de Quetta a été fermé, ainsi que plusieurs autres aéroports de la région. De nombreux magasins de Quetta étaient fermés.

À Jakarta, la police a dispersé à l'aide de tirs de sommation et de grenades lacrymogènes une centaine de manifestants islamistes qui tentaient de forcer un barrage de barbelés devant l'ambassade américaine, montrant la détermination du gouvernement indonésien à ne pas se laisser déborder. Plusieurs membres du Front des défenseurs de l'Islam (FPI) ont été battus lors de la riposte des policiers, la première de ce genre depuis le début des manifestations anti-américaines.

Au total, des centaines de personnes ont manifesté leur colère dans la capitale indonésienne, à Surabaya, deuxième ville du pays, et à Makassar.

Le vétéran des dirigeants au pouvoir en Asie, le premier ministre malaisien Mahathir Mohamad, a été le premier à critiquer l'action militaire des États-Unis en estimant que cela «*apportera seulement des destructions dans le pays et ne contribuera pas aux efforts visant à éliminer la violence et le terrorisme*».

À Taïwan, une trentaine de personnes ont manifesté à l'extérieur de l'ambassade américaine pour réclamer la fin des frappes.

La condamnation la plus forte de l'offensive militaire est venue mardi de Corée du Nord, le régime communiste affirmant que rien ne peut justifier la mort d'*innocents*, et mettant en garde contre un risque d'*holocauste* mondial.

Dans le monde arabe, où le sentiment anti-américain est vivace, des rassemblements ont eu lieu. La Jordanie a été jusqu'à renforcer son dispositif antiterroriste.

OPPOSANTS

SUITE DE LA PAGE 1

Elle est en fait le pied-à-terre parisien des représentants de l'Alliance du Nord, l'opposition au régime des talibans.

«*Nous n'avons pas déclaré d'offensive*, dit Mehrabodin Masstan. *Nous sommes en train de mettre un peu de pression pour tester la résistance des talibans. Depuis lundi, nous avons conquis quelques positions dans la province du Ghor (au centre du pays). Il s'agit pour l'instant d'évaluer les forces en attendant que les opérations alliées donnent des résultats*».

Il faut dire que, sur la ligne de front, les 15 000 combattants de l'Alliance font face à 50 000 talibans. Mais, comme le dit Mehrabodin Masstan, si les guerriers avancent à pas de fourmis dans la plaine de Shamali, ce n'est pas par manque d'hommes. L'Alliance pourrait mobiliser davantage. «*Le problème, c'est l'équipement!*»

Les résistants n'ont toujours pas vu la couleur de l'aide américaine annoncée dans le discours de George W. Bush. Les représentants de l'Alliance répètent pourtant que les contacts avec les Américains sont bons. «*Nos échanges sont quotidiens*, dit Masstan. *Il nous informe des bombardements à venir et de la désignation des cibles*».

Malaise

Mais lorsqu'on lui demande pourquoi les résistants n'ont pas vu l'ombre d'un fusil mitrailleur, on sent un malaise. Il sait que si l'armée américaine a les moyens de noyer le pays sous les bombes, elle a aussi la possibilité d'acheminer des armes rapidement.

Si les Américains n'ont pas choisi d'armer le seul mouvement de résistance aux talibans, c'est probablement qu'ils doutent de la représentativité de l'Alliance du Nord. Cette coalition ne regroupe que les minorités du nord du pays (Tadjiks, Ouzbeks, Hazaras). Ce qui fait tout de même plus de la moitié de la population.

Le malaise tient aussi à l'opposition irréductible du Pakistan, qui refuse de voir les successeurs du commandant Massoud entrer dans Kaboul. «*L'Alliance du Nord doit être tenue en échec afin que nous ne revenions pas à la période d'anarchie*» de 1992 à 1996, a déclaré lundi le président pakistanais, Pervez Musharraf.

Avant 1996, la présidence du Tadjik Rabbani, dont Massoud était ministre de la Défense, avait mené à l'anarchie. Mais faut-il pour autant accéder aux volontés du voisin pakistanais qui a mis au monde les talibans pour maintenir sa chasse gardée afghane?

Si le soutien à l'Alliance du Nord est si misérable, c'est sans doute que les Américains ne veulent pas — ou n'ont pas les moyens — d'indisposer leur allié pakistanais. Cela, Mehrabodin Masstan ne le dira pas. Mais on sait fort bien qu'il le pense.

«*Le roi pourrait être la solution*», reconnaît l'ambassadeur. Selon lui, Zaher Chah, un Pachtoun de 86 ans, aurait conservé la sympathie du peuple et pourrait favoriser la participation de talibans modérés à un gouvernement d'union nationale.

«*En prenant le pouvoir, les talibans avaient dit qu'ils feraient revenir le roi. Ce qu'ils n'ont jamais fait évidemment. Une fois au pouvoir, ils l'ont traité de corrompu et n'en ont plus jamais parlé*». Absent depuis 25 ans du pays, Zaher Chah est connu pour être partisan d'une région autonome pachtoune, une revendication à laquelle l'Alliance ne s'oppose pas.

Pour maintenir une paix fragile, il faudra peut-être aussi une présence de l'ONU. Mehrabodin Masstan n'a rien contre et juge cette solution nettement préférable à une présence militaire américaine massive qui discréditerait tous les mouvements de résistance.

L'ONU est peut-être d'ailleurs la seule solution pour se débarrasser véritablement de l'ingérence pakistanaise. Pour le représentant de l'Alliance, le récent logageage du chef des services secrets pakistanais ne veut pas dire grand-chose.

«*Comment voulez-vous que le président pakistanais dise de partir à celui qui l'a porté au pouvoir? Du moment que vous êtes général, que vous avez de l'argent et que vous contrôlez le trafic de la drogue, vous pouvez revenir à tout moment*».

Et ben Laden dans tout cela? «*Les Américains savent à peu près où il est*, dit Masstan en montrant quelques points sur une carte. *Mais comment y accéder? Les Afghans, eux, connaissent le terrain et seraient les mieux placés pour le déloger. L'essentiel pour nous, c'est qu'on règle le fond du problème. Lorsqu'on en aura fini des talibans — ou lorsqu'ils entreront dans le jeu démocratique —, ben Laden s'effondrera tout seul*».

De toute façon, ajoute l'ambassadeur avec un air de dépit, «*il y a cinq fois plus de camps d'entraînement islamistes au Pakistan qu'en Afghanistan*...»

VICTIMES

SUITE DE LA PAGE 1

partisans, tout comme ben Laden que Washington tient responsable des attentats du 11 septembre aux États-Unis.

Vers 21h20 locales hier, la capitale afghane a été secouée par une puissante détonation, tandis que le ciel nocturne était illuminé par les obus traceurs des canons talibans, a rapporté le correspondant de l'AFP à Kaboul. Il n'a pas été possible de déterminer immédiatement quel était l'objectif des avions qui survolaient la capitale et si l'attaque avait fait des victimes.

Lors d'une interview sur la chaîne de télévision Channel 4 News, le ministre des Affaires étrangères du gouvernement afghan en exil, Abdullah Abdullah, a fait état de défections dans les rangs de la milice talibane depuis le début des frappes. Il a également déclaré que la chute du régime taliban pourrait être une question «*de semaines peut-être, voire de jours*».

Plusieurs régions de l'Afghanistan ont été la cible des forces alliées au cours de cette troisième nuit de frappes. Des bombes ou des missiles ont touché deux aéroports proches des villes de Hérat et de Shindand, dans l'ouest, a déclaré à l'AFP un commandant

des forces de l'opposition afghane. À Jalalabad, dans l'est, les canons antiaériens des talibans ont tiré sur des avions qui survolaient la ville. L'aéroport de Jalalabad avait déjà été sévèrement touché par des frappes américaines lundi soir. Des responsables talibans ont déclaré à l'AFP qu'un dépôt de munitions avait été détruit.

Enfin, l'agence Afghan Islamic Press (AIP), proche des talibans, a déclaré avoir reçu des informations sur d'autres raids dans les régions de Mazar-i-Sharif, Shiberghan et Kunduz, dans le nord de l'Afghanistan.

«*Le ciel est maintenant libre pour permettre aux avions américains de voler sans être harcelés, et les missions ont été un succès*», a affirmé le président George W. Bush.

Depuis dimanche, les États-Unis et la Grande-Bretagne ont tiré des missiles de croisière et largué des bombes sur les batteries antiaériennes, les radars, les centres de communication et l'aviation rudimentaires des talibans.

«*Avec le succès des raids précédents, nous pensons être en mesure de mener des bombardements 24 heures sur 24 si nous le souhaitons*», a assuré le secrétaire

américain à la Défense, Donald Rumsfeld.

M. Rumsfeld n'a cependant donné aucune indication sur la suite que les États-Unis entendent donner à la phase militaire de «*Liberté immuable*», mais il a laissé entendre qu'il souhaitait que les opposants au régime taliban passe à l'action.

L'organisation d'Oussama ben Laden, Al-Qaïda, a appelé hier «*tous les musulmans*» au jihad (guerre sainte) contre les États-Unis et à s'attaquer à «*leurs intérêts dans le monde*», dans une déclaration sur la chaîne d'information arabe Al-Jazira.

«*À partir d'aujourd'hui, la nation islamique ne se taira pas, le jihad devient un devoir pour tous les musulmans*», a affirmé le porte-parole d'Al-Qaïda, Soulaïman Abou Ghâith, dans un message préenregistré adressé à la «*nation islamique*» diffusé par Al-Jazira.

«*En s'attaquant à l'Afghanistan, les Américains ont ouvert une nouvelle porte qui ne se refermera pas*», a poursuivi le porte-parole, qui s'exprimait d'un endroit non précisé en Afghanistan.

Le porte-parole d'Al-Qaïda a rendu hommage aux auteurs des attentats suicide du 11 septembre, sans toutefois les revendiquer. M. Abou Ghâith a en outre menacé de faire d'autres opérations de ce type.

Restaurant Gutenberg - cuisine française qui fait bonne impression

CE MIDI: Entrée + Joue de boeuf braisée au Cabernet + dessert • 15\$

L'AVANT-SPECTACLE: Table d'hôtes pour 2 et verres de vin (avant 19 heures) • 50\$

Présentez votre billet de spectacle et recevez un apéritif avec votre table d'hôte!

359, av. du Président-Kennedy (coin de Bleury) • Place des Arts • Tél.: 285-8686 • gutenberg@qc.airs.com